

Lys Rouge

Revue trimestrielle

ISSN 0150-4428
Com. parit. : 62187
2^e Trimestre 1990
N° 41 - Prix 25 F

Albanie : ESPOIR AU PAYS DES AIGLES ?



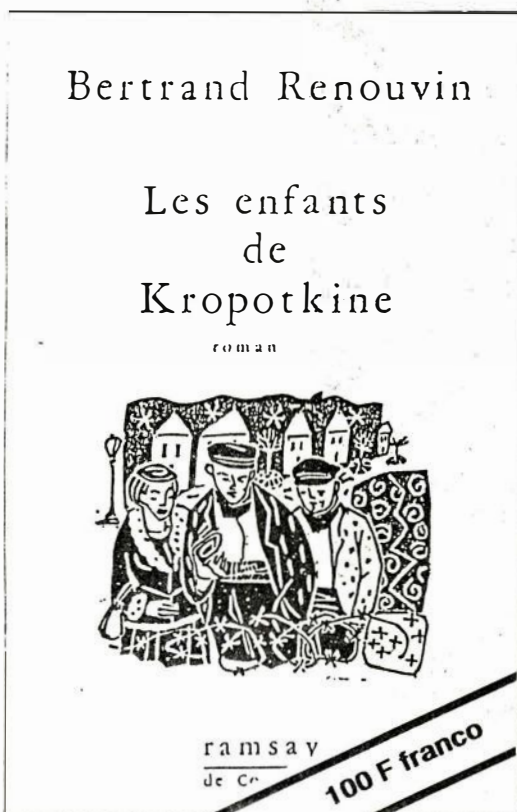
Stéphane Bern LES COURONNES DE L'EXIL

Pourquoi les rois en exil, dépossédés du pouvoir et de la fortune, continuent-ils à exercer une telle fascination sur leurs sujets d'hier et sur nos âmes nostalgiques? En retrouvant l'histoire de leur règne, en les suivant sur les chemins de l'exil, Stéphane Bern a voulu dénouer les fils du passé qui font de ces rois sans royaume des figures symboliques.

L'exemple de Juan Carlos semble aujourd'hui donner raison à leur ténacité, celle de croire toujours et encore qu'ils retrouveront demain leur trône. L'idée pourrait paraître farfelue si les Roumains, les Bulgares, les Albanais, les Yougoslaves et mêmes les Russes ne cherchaient maintenant en leur ancien souverain un arbitre et un fédérateur.

S. Bern n'a pas voulu rendre un plat hommage à dix rois déchus, dont le destin malheureux ferait pleurer dans les chaumières; ils ont l'étoffe des rois. Mais vérité dit critique, aussi les portraits sont-ils tour à tour sévères, amusants, tendres, même si à travers eux perce le secret espoir que l'Histoire leur rendra justice.

Stéphane Bern a vingt-six ans, il est l'auteur de *L'Europe des rois* (Lieu Commun, 1988). Il est journaliste à *Madame Figaro* dont il anime les pages consacrées à l'actualité royale.



Dans le Paris des années 1900, un groupe anarchiste se prépare au "Grand Soir". Composé d'ouvriers, de petits artisans, de filles de brasserie, il participe aux luttes ouvrières de son temps et assiste à la montée des périls en Europe.

Peu à peu, tandis que la classe ouvrière s'intègre à la société, le groupe connaît un mouvement inverse : il s'isole, se replie sur lui-même, détruit la vie ou les amours de certains de ses membres, et tente de trouver une issue dans le terrorisme, le banditisme, le voyage, la constitution d'une "communauté" à la campagne.

Au détour de leurs luttes et de leurs espoirs, ces enfants perdus de Kropotkine croiseront Jaurès, Clemenceau, Lénine, un certain lieutenant de Gaulle.

Au-delà de la description de ce que l'on pourrait appeler l'envers de la Belle Époque, ce roman s'attache aussi à quelques destins singuliers (une jeune serbe en lutte contre l'Autriche, un ancien combattant de la Commune, un juif de Salonique).

Le climat et les événements des *Enfants de Kropotkine* ne sont pas sans relation avec l'après-mai 1968 (le féminisme, les "groupes en fusion", la tentation terroriste). Quant aux bouleversements que connaissait alors l'Europe de l'Est (la question allemande, les Balkans), ils confèrent à ce livre une actualité imprévue.

Editorial

DORMEZ-VOUS ?

J'ai un peu l'impression de me répéter. Mais, que voulez-vous, c'est quand même de votre faute ! Dans le précédent numéro, nous avons multiplié les appels : envoyez-nous des documents, faites-nous part de vos suggestions, ouvrez le débat, manifestez votre créativité ! Résultat : rien, nada, nothing. Bien sûr, nous remercions ceux (nombreux) qui se sont réabonnés. Mais, comme nous ne cessons de le dire, nous attendons plus de nos lecteurs. Nous les voulons actifs. Envoyer 60 F, c'est bien. Envoyer 60 F et un document, un article, une photo ou un dessin, c'est mieux. Alors, réveillez-vous...

Le dossier de ce numéro est consacré à l'Albanie, et à l'action que mènent le roi Leka et ses partisans pour arracher leur pays des griffes du stalinisme. On sait que les autorités de Tirana s'engagent à petits pas sur la voie du libéralisme économique. Mais rien ne semble devoir changer en ce qui concerne les droits fondamentaux de l'individu (liberté d'opinion et d'expression, liberté d'aller et venir). Et quand bien même une évolution

plus favorable devrait se manifester, la monarchie constitutionnelle resterait la meilleure solution pour une garantie durable des libertés. L'affirmation fera sans doute sourire les républicains, pourtant le Roi reste le meilleur exorciste des fantômes du passé. On l'a vu sous la Restauration avec Louis XVIII. On l'a vu en Espagne avec Juan Carlos. Et aujourd'hui, on ne peut que regretter que la Roumanie "libérée" ne se soit engagée sur cette voie...

Quelques-uns critiquent nos prises de position en faveur du royalisme international, prétextant que nous ne devons être royalistes que pour la France. Nous sommes des royalistes français, et en ce sens notre premier souci est bien la résurgence

du Royaume de France. Mais pourquoi devrions-nous être indifférents aux luttes que mènent les royalistes des autres pays ? Si des Roumains ou des Albanais veulent être plus libres et s'ils pensent que le Roi doit préserver ces libertés, alors nous les soutenons parce que leur combat est aussi notre combat. Et les terribles obstacles qu'ils rencontrent sont une raison supplémentaire pour que nous les aidions. Mais nous ne sommes pas des fétichistes du "royalisme". Nous ne pensons pas que tous les combats de tous les royalistes à travers le monde soient tous aussi légitimes. Ce qui est condamnable doit être condamné, quel que soit le nom dont il se pare.

Vous trouverez également dans ce numéro, la première partie d'une étude consacrée aux "Politiques" et à leur influence. Cette contribution à l'histoire des idées politiques devrait permettre un approfondissement de notre réflexion. La suite de cet excellent travail de notre ami Saint Ellier paraîtra dans nos deux prochaines livraisons. Bonne lecture.

Patrick LOUIS



Enquête

L'ALBANIE SERA-T-ELLE UN ROYAUME ?



Histoire et espoirs du "Pays des Aigles"

A l'image des autres pays balkaniques, l'Albanie bénéficie à la fois d'une existence millénaire et d'une histoire récente. Lieu de carrefour entre Orient et Occident, ce territoire a vu, de puis que les Illyriens s'y fixèrent aux environs de l'an mille avant J-C., un brassage constant de populations. Corinthiens, Molosses, Ardiéens, Romains, Bulgares, Serbes, Vénitiens occupèrent successivement ou conjointement ce "Pays des Aigles".

A la fin du XIV^{ème} siècle vinrent les Turcs, mais cette fois la domination fut très longue. D'abord victorieux, le mouvement de résistance animé dès 1443 par Georges Castriota, connu sous le nom de prince Alexandre ou Skanderberg, ne put finalement aboutir, mais il demeura pour des siècles le symbole héroïque de la lutte contre l'envahisseur.

Malgré des soulèvements épi-sodiques, la souveraineté ottomane s'exerça sans partage jusqu'au début du XX^{ème} siècle. Pourtant, en 1878, le Congrès de Berlin avait suscité quelques espoirs chez les patriotes albanais, mais les Grandes Puissances ne se soucièrent guère de ces populations de montagnards farouches et les Etats nouvellement créés dans la



■ L'Albanie inspira Hergé

région rêvaient déjà de les annexer.

La révolution "Jeune Turc" de 1908 renforça cependant la volonté albanaise dont le sentiment national avait été exacerbé en voyant Serbes, Bulgares, Roumains et même Monténégrins obtenir enfin leur liberté. S'étant à nouveau soulevés en 1910 et 1911, ils profitèrent des troubles occasionnés par la guerre balkanique de 1912 pour proclamer leur indépendance. Le mérite en revint, le 28 novembre de cette même année, à une assemblée de notables présidée par le vieux patriote Ismaïl Kemal Vlorë.

Cette fois les Puissances admirent le principe d'abord d'une autonomie puis d'une véritable souveraineté. En juillet 1913, des frontières étaient établies et la Conférence des Ambassadeurs accordait 28000 km² à ce nouvel Etat qui, pour l'Autriche-Hongrie, présentait l'avantage d'empêcher tout accès à la mer à une Serbie trop remuante...

Guillaume de Wied devint le souverain germanique de la jeune principauté balkanique. Mais l'incompatibilité fut telle que, débarqué en mars 1914, il abandonna ses états dès le mois de septembre et rejoignit l'armée allemande. La Première Guerre mondiale redonna vie aux convoitises. L'Albanie ravagée supporta sur son sol les belligérants des deux camps, alors que secrètement s'établissaient de nouveaux plans de partage.

Pourtant, en 1920, après le départ des derniers occupants, l'indépendance était réaffirmée par un Congrès national. L'admission à la Société des Nations devint effective. La fiction d'une monarchie sans roi fut maintenue jusqu'en 1925, date à laquelle un régime républicain de type présidentiel fut instauré au profit d'Ahmed Zogou.

Né en 1895, ce notable qui avait étudié à Istamboul et à Vienne, n'était pas un inconnu. Sa famille gouvernait héréditairement la région de Mati depuis des siècles. Lui-même avait été ministre de l'Intérieur puis Premier ministre de l'Albanie indépendante, avant d'être renversé et de vivre un bref exil. D'emblée, le nouveau Président s'éloigna d'une alliance yougoslave jugée trop prenante et se rapprocha d'une Italie qui lui semblait moins dangereuse. Mais les deux pactes signés à Tirana en 1926 et 1927, « *Protectorat moral sur un pays trop faible et trop arriéré pour défendre efficacement ses droits à l'indépendance* », se révélèrent vite autrement inquiétants.

Alors, pour tenter d'y remédier et d'en finir avec une instabilité politique chronique, Ahmed Zogou, avec l'aval de l'Assemblée Nationale, décida d'en revenir à la forme monarchique de gouvernement. Le 1er septembre 1928, il devint Zog 1er, roi des Albanais.

Sur ces onze années de règne, les avis demeurent encore aujourd'hui partagés, la personnalité et l'action du roi étant l'objet de multiples interprétations. Quelques éléments sont cependant à retenir. La pays demeurait médiéval, et si le sentiment national existait, l'idée

d'une nation organisée restait des plus vague, les intérêts particuliers passant avant l'intérêt général.

Le mérite du roi Zog fut de créer un début d'administration. Jouant, avec une autorité que le contexte rendait nécessaire, le rôle d'un fédérateur teinté de patriarcat, il mit fin aux troubles internes et à cet esprit de " vendetta " hérité de l'histoire. Un code civil fut instauré et la langue nationale actualisée, pendant que routes, hôpitaux et écoles apparaissaient. Mais la tâche était immense et le temps manqua.

A l'extérieur, l'Albanie était confrontée à un double problème. La plupart des Etats faisaient preuve à son égard d'une condescendance amusée. Personne ne semblait vraiment prendre au sérieux ce roi de fraîche date, aux soeurs très "hollywoodiennes" et ce pays folklorique aux relents d'opérette. Par contre, ses voisins proches, eux, n'avaient pas renoncé aux idées de partage, et de Belgrade à Athènes, la stabilité revenue à Tirana ne suscitait nulle sympathie.

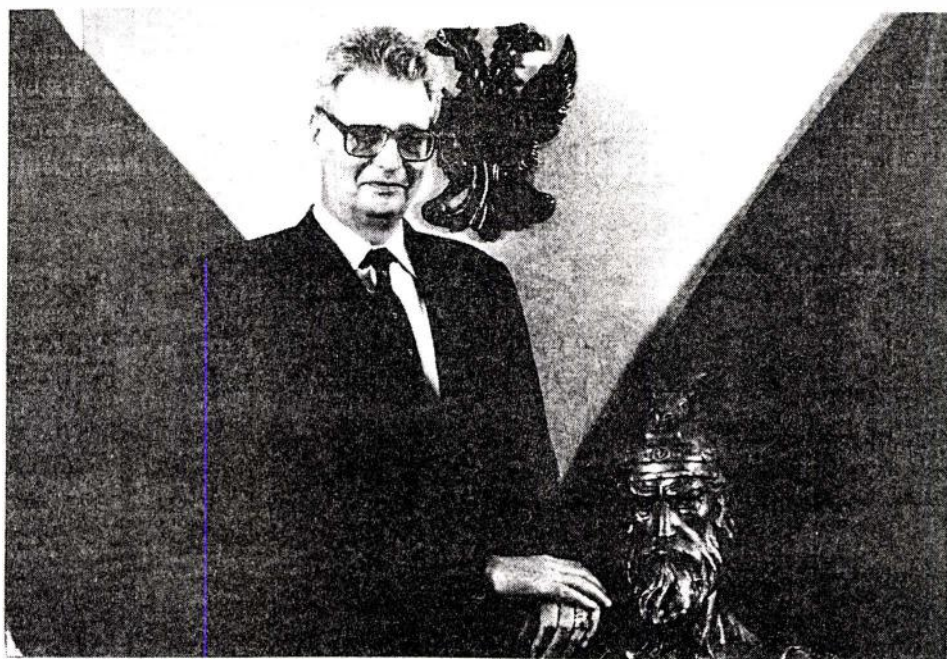
La vraie menace était italienne. Le protectorat devenait suzeraineté. La banque nationale d'Albanie était aux mains de financiers italiens, et les investissements de la péninsule

dépassaient de dix fois tout le budget du petit royaume. D'ailleurs, lorsque le roi Zog voulut manifester quelques velléités de résistance, en 1934, une démonstration de force de la marine fasciste vint révéler au monde indifférent la réalité de la situation.

Quand en avril 1938, le roi épousa la jeune comtesse hongroise Géraldine Appoyoni, son témoin était le comte Ciano, gendre du Duce, et - détail troublant - c'est à bord de la voiture offerte par Hitler que les nouveaux mariés partirent en voyage de noces. La cérémonie avait pourtant été l'occasion de resserrer les liens entre le souverain et son peuple. Pendant trois jours, l'Albanie avait été en fête. Trêve de courte durée... Un an plus tard, aiguillonné par les succès nazis, le dictateur italien jetait le masque et envahissait le pays.

Pour sauver ses droits et sa famille, un prince héritier venait tout juste de naître, le roi Zog se réfugiait en Grèce. Ce fut le début d'un exil qui le conduisit en France, en Angleterre, où il tenta vainement d'attirer l'attention sur le sort de son pays, en Egypte et aux Etats-Unis, et qui s'acheva tristement à Paris en 1961.

Pendant ce temps, l'agression du Vendredi Saint avait fait de



■ S.M. Leka 1er d'Albanie

l'Albanie " *une monarchie constitutionnelle au sein de la Maison de Savoie* ", et le taciturne Victor-Emmanuel III avait ajouté à ses titres celui de roi d'Albanie. En 1941, ce fut la loi martiale, et en 1943, l'occupation allemande. La résistance animée par les communistes et unifiée par un jeune professeur du lycée français de Tirana, Enver Hodja, prouva une nouvelle fois la capacité albanaise à lutter contre l'envahisseur. La démocratie n'en bénéficia hélas pas. Sans consultation populaire, le 2 janvier 1946 naissait la République Populaire dont le destin diplomatique demeure un sujet d'étonnement et la rigidité interne un cas à part.

A la mort de son père, le prince Leka, né trois jours avant l'invasion de 1939, accepta d'une Assemblée Nationale en exil le titre de roi des Albanais. Ses études effectuées en Egypte, Angleterre et France lui avaient assuré une solide formation à la fois politique, économique et militaire. Sa position demeurerait pourtant bien modeste, et les rares observateurs qui s'intéressaient encore à l'héritier de cet éphémère royaume le voyaient promu à un inéluctable oubli.

Il n'en fut rien. Leka 1er d'Albanie existe bel et bien et même, phénomène remarquable pour un exilé royal, il dérange. Lien essentiel de la diaspora

royaliste ou non, président de l'Union Nationale, il parcourt le monde pour maintenir la contact avec ses compatriotes. Dans le pays, son nom est connu grâce au gouvernement communiste ! qui dénonce son action " néfaste "...

En octobre 1975, le roi a épousé en Espagne une jeune Australienne, Suzanne Cullen-Ward, au milieu d'une nombreuse assistance albanaise. Leur fils unique, Leka, est né en 1982 alors que la famille royale avait dû s'installer en Afrique du Sud pour des raisons politiques. On évoqua complot et trafic d'armes et la jeune démocratie espagnole céda aux pressions. Malgré l'éloignement, Leka 1er fait toujours figure de gêneur, surtout depuis la mort du dictateur Hodja et la dégradation de la situation au Kosovo yougoslave. Ainsi, en 1989, l'entrée en Belgique où devaient se dérouler des manifestations pour fêter son cinquantième anniversaire, lui fut interdite.

Même si les récents bouleversements de l'Europe de l'Est ne semblent pas avoir encore beaucoup affecté une Albanie repliée sur elle-même et imperméable à toute "restructuration", tout demeure possible et le destin du fils du roi Zog reste ouvert.

Alain SAINT-PAUL

AKTIVITETI KOMBËTAR I MBRETIT LEKA I

**Dernier numéro de la revue
monarchiste ATDHEU (La Patrie)**

Entretien exclusif avec M. Skender Zogu

La résistance albanaise

M. Skender Zogu, résistant albanais et cousin du roi Leka, a bien voulu recevoir un de nos collaborateurs. Voici donc en exclusivité un compte rendu de cet entretien.

Skender Zogu, cousin du roi Leka d'Albanie, « attaché à la Cour royale du Pays des Aigles », délégué pour la France de l'Union Nationale des Albanais, ne perd pas espoir de revoir la terre de ses ancêtres. Et malgré une vie remplie d'épreuves, il garde un visage tranquille et serein.

Son père était le frère du roi Zog. En 1939, l'invasion de l'Albanie par l'Italie fasciste contraint la famille royale à l'exil. Skender Zogu n'a que six ans lorsqu'il quitte le pays. Il vit en Turquie, en Egypte, en Grande-Bretagne où il fait Polytechnique. Le roi Zog, qui avait choisi la France comme dernier refuge, meurt en 1961 à l'hôtel Bristol, à Paris. Suivant les traces de son souverain, Skender Zogu décide de s'installer définitivement dans l'hexagone. Ingénieur chimiste dans l'industrie textile, il se marie en 1963 avec une Française. Polyglotte, il parle sept langues, il représente les intérêts de Leka Ier, fils du roi Zog et souverain légitime d'Albanie.



■ Skender Zogu

« La Perestroïka existe aussi en Albanie, ironise Skender Zogu. Sur les trois millions d'habitants que compte le pays, il y a plus de 40 000 prisonniers politiques. Le 29 novembre 1989, jour anniversaire de la Libération nationale, une loi d'amnistie a été votée. Principale mesure adoptée : tout détenu âgé de moins de 18 ans est déclaré libre, ainsi que toute femme de plus de 60 ans ! »

L'Albanie est le dernier bastion du stalinisme en Europe. Le Pays des Aigles n'est plus qu'un immense goulag. « Les conditions de vie et la situation des droits de l'homme sont encore plus dramatiques que dans la Roumanie de Ceausescu ». Tel est le cri d'alarme lancé par les réfugiés albanais en France, qui

se révoltent contre « l'éternel oubli » dans lequel on les tient.

Les dissidents albanais dénoncent également l'annexion par la Serbie du Kosovo, une province peuplée à 80% d'Albanais. Sur ce point d'ailleurs, ils n'ont pas vraiment de divergence avec les autorités de Tirana.

« Le roi Leka réunit autour de lui les trois millions d'Albanais de la diaspora », affirme Skender Zogu. C'est en Belgique que se trouve la plus importante communauté albanaise exilée en Europe : 15 000 membres. Ils sont environ 4000 en France, et on trouve des communautés en Italie, en Grèce et en Turquie. Ils sont 150 000 aux Etats-Unis et au Canada, 60 000 en Australie.

« Leka est le seul capable de restaurer la démocratie dans notre pays, renchérit Skender Zogu. Le Pape, qui a reçu la Reine Mère Géraldine, a déclaré qu'il priait pour le peuple albanais. La Reine Mère, d'origine hongroise, est catholique. Le Roi est musulman, moi aussi, mais ces différences religieuses ne remettent pas en cause l'unité fondamentale du pays. Comme dit le poète albanais Gjerg Fishta : la religion des Albanais, c'est l'Albanisme ! ».

Bertrand MATOT

DOCUMENT

U.N.A.

15.01.90

L'APPEL POUR LA LIBERTE EN ALBANIE

Nous avons salué avec émotion le courage et la détermination du peuple ROUMAIN face à la tyrannie de CEAUSESCU. Nous avons applaudi avec joie à la grande victoire du peuple ROUMAIN et rendons hommage aux milliers de martyrs tombés au champs d'honneur.

En Europe aujourd'hui, nul ne l'ignore, il ne reste qu'un seul pays qui vit encore sous la botte de la dictature Stalinienne, c'est L'ALBANIE. Trois millions de femmes et d'hommes sont otages du clan dirigé par la veuve rouge NEXHIMIJE HOXHA et le tyran RAMIZ ALIA, lesquels depuis 44 ans au service d'une idéologie barbare venue de l'étrangers, oppriment le peuple ALBANAIS.

Face à l'appel pour la liberté que nous lançons, les tentatives des autorités Albanaises pour détourner l'attention des milieux occidentaux sont voués à l'échec. Le fait qu'elles persistent dans le maintien de la ligne pure et dure et refuse tout changement démocratique en ALBANIE les disqualifient pour parler de l'unité nationale. Le vent de l'histoire qui souffle, les balayera avec les bustes de leur idole vénéré : STALINE ! Et le peuple souverain recouvrira la liberté. Que NEXMIJE HOXHA, émule d'ELENA CEAUSESCU, soit avertie: elle ne pourra plus longtemps dissimuler les crimes commis contre le peuple ALBANAIS par son défunt mari et par son actuel serviteur RAMIZ ALIA.

Malgré cette situation terrible en ALBANIE, les gouvernements français n'ont pas une seule fois dénoncé le régime despotique de TIRANA. Peut être à présent pour la mémoire de nos martyrs et de nos 40 000 détenus politiques qui se trouvent dans le goulag albannais, les Autorités françaises adopteront-ils une attitude ferme, et poseront-ils ouvertement la question des libertés individuelles et religieuses en Albanie, aux interlocuteurs du pouvoir communiste en place. Ainsi la France, pays de la liberté et de la démocratie, pourrait contribuer à la réalisations des aspirations légitimes du peuple ALBANAIS.

UNION NATIONALE DES ALBANAIS

U.N.A.

Paris, le 15 janvier 1990

Tracts distribués lors de la manifestation du samedi 20 janvier 1990 à Paris

AU SELOUS



**NE SOYEZ PAS COUPABLE
d'INDIFFERENCE**

*offrez nous votre soutien contre
la tyrannie communiste qui
ASSASSINE LES ENFANTS*

d'ALBANIE



L'ALBANIE

LE DERNIER BASTION DU STALINISME PUR ET DUR D'EUROPE

- Les dirigeants du pays soumettent sous leur joug plus de 3 millions d'habitants.
- Tous les droits fondamentaux et légitimes ne sont respectés.
- Tous les droits :

 - la liberté d'expression
 - la liberté de presse
 - la liberté de libre circulation
 - la liberté de culte (seul pays au monde officiellement athée).
 - les droits de l'Homme
 - les droits de la Femme
 - les droits de l'Enfance (voir verso)

RAMIZ ALIA et NEXHMIJE HOKHA (successeurs d'ENVER HOKHA) comme NICOLAE et HELENA CEAUDESCU, tyrannisent leur peuple depuis plus de 45 ans.

« quelques chiffres » (rapport Amnesty International)

- 37 camps de concentration
- plus de 40.000 prisonniers politiques
- plus de 100.000 assassinats politiques depuis 1945

Nous vous persuadent ils emploient 200.000 agents du "SIGURIMI" (SECURITATE ALBANAISE) qui sèment la terreur permanente, effectuent des arrestations arbitraires ainsi que des exécutions sommaires.

45 ans de pouvoir absolu du communisme ont plongé le peuple albanais dans le plus grand dénuement, tant matériel qu'économique, produits de première nécessité, et morale (élimination des élites naturelles, politiques...) et en a fait l'état le plus pauvre d'Europe.

Le peuple albanais attend de vous, votre soutien moral pour lui permettre d'atteindre ce bien précieux qu'est la LIBERTE.

JOIGNEZ-VOUS A NOUS !



LE DERNIER BASTION DU STALINISME PUR ET DUR D'EUROPE

- 150 000 exécutions politiques depuis 1945
- 47 000 prisonniers politiques actuellement
- 37 camps d'internement (Ballsh, Spaç, Tepelen, Burrel, etc...)
- Interdiction de toute pratique religieuse
- Interdiction de toute pratique syndicale
- Absence de liberté de presse, d'opinion, d'association et de réunion
- Absence de libre circulation des citoyens
- Pouvoir absolu aux mains d'une seule famille depuis 1945
- Terreur permanente, arrestations arbitraires, exécutions sommaires, chantages familiaux, sont les armes de la redoutable garde de fer du régime, la SIGURIMI, et ses 220 000 agents, qui veillent sur l'Hélène locale, Nexhmije Hoxha
- isolement total de la population (politique, économique et culturelle) qui conduit le pays à la faillite économique et à l'aggravation de son retard technologique.

CE N'EST PAS LA ROUMANIE. C'EST L'ALBANIE STALINIENNE D'AUJOURD'HUI

3 millions d'Albanais survivent dans cet enfer quotidien.

L'Europe rejette massivement les dictatures marxistes, mais Tirana s'accroche désespérément à "la voie glorieuse du socialisme", qui assassine son peuple et conduit le pays à une impasse.

POUR LA LIBERTE EN ALBANIE - SOUTENEZ - NOUS

Collectif des Associations de Réfugiés Albanais en Europe.



UNA

Union National des Albanais

C'EST LA LIBERTE QU'ON ASSASSINE

- Albanie est et demeurera toujours le pays des aigles, mais ces derniers, depuis 45 ans volent bien bas. Attires par l'odeur des cadavres, prisons et camps de concentration où la rééducation n'ont rien à envier aux goulags soviétiques
- L'ULTIME BASTION MARXISTE-LENINISTE DOIT TOMBER
- LA DICTATURE COMMUNISTE A ASSEZ DURE
- A LEUR HEURES DE PARIS
- 40 000 DETENUS POLITIQUES
- AUCUNE ELECTION LIBRE
- PAS DE LIBERTE DE CULTE
- DRONTS DE L'HOMME BAFUES
- REPRESSION INJUSTIFIEE
- LE VENT DE LIBERTE, QUI SOUFFLE A L'EST, NE DOIT PAS S'ARRETER AVANT L'ADRIATIQUE. UNISSONS NOS FORCES POUR UNE ALBANIE LIBRE

Rrëfite Shqipëria e Lire

REVUE DE PRESSE

Albanie : le roi appelle au soulèvement

● Le roi Leka I^{er}, prétendant au trône d'Albanie, exilé en Afrique du Sud depuis dix ans, a lancé un appel au peuple d'Albanie pour qu'il se « soulevé... contre le régime athée et tyrannique » de Tirana, dans un entretien au « Sunday Times » publié dimanche à Johannesburg. Le roi Leka I^{er} s'est par ailleurs engagé, s'il accédait au pouvoir dans son pays, à organiser « un référendum national pour permettre au peuple de choisir librement la forme de gouvernement démocratique la mieux adaptée à ses aspirations ».

■ LE QUOTIDIEN DE PARIS (2/1)

Albanie : appel

Le roi Leka I^{er}, prétendant au trône d'Albanie exilé en Afrique du Sud depuis 10 ans, a lancé un appel au peuple albanais pour qu'il se « soulevé... contre le régime athée et tyrannique » de Tirana. Il s'est aussi engagé, s'il accédait au pouvoir, à organiser « un référendum national pour permettre au peuple de choisir librement (sa) forme de gouvernement démocratique ». Toutefois, si le peuple se prononçait en faveur de la République, il s'est déclaré prêt à « la servir le mieux possible ».

■ LIBERATION (2/1)

Le roi d'Albanie appelle au soulèvement

Les têtes couronnées suivent de près les événements à l'Est. Ainsi le roi Leka I^{er}, prétendant au trône d'Albanie, appelle-t-il le peuple de ce pays à « se soulever contre le régime athée et tyrannique » de Tirana.

Il s'engage, s'il accède au pouvoir, à organiser « un référendum national pour permettre au peuple de choisir librement la forme de gouvernement démocratique la mieux adaptée à ses aspirations » et à « servir le mieux possible la République si ce système est retenu ».

Leka I^{er}, 50 ans, réside en Afrique du Sud depuis 1979, avec son épouse australienne, Suzan, et son fils Leka Anwar Zog Reza Baudouin.

■ FRANCE SOIR (2/1)

Appel au soulèvement en Albanie

La petite Albanie restera-t-elle le dernier pays d'Europe à ne pas connaître de changement ? Le roi Leka, le prétendant au trône, qui vit en exil en Afrique du Sud, vient d'appeler le peuple albanais à « se soulever contre le régime athée et tyrannique » en vigueur à Tirana. Il s'est par ailleurs engagé, s'il accédait au pouvoir, à organiser « un référendum national pour permettre au peuple de choisir librement la forme du gouvernement ».

■ LE PARISIEN (2/1)

■ NEWSWEEK (15/1)

The Royal Heir Tells Albania, 'Rise Up'

Blue-eyed King Leka is no boulevard monarch-without-a-throne. Five thousand miles and 50 years from home, the six-foot-eight heir of Albania's royal houses sat at his desk in a ramshackle farmhouse on the outskirts of Johannesburg last week. A nine-millimeter Browning automatic hugged his hip, five Boxer dogs romped at his feet and a pump shotgun with a bandolier of shells hung an arm's length away. Across the wood-paneled room, Queen Susan, who was born in Australia, looked after paperwork. Their Shan Burmese bodyguard served tiny cups of inky coffee. And on the spartan royal desktop were photo-

copies of a week-old call to arms: "We, Leka I, King of the Albanians, call upon our people... to take advantage of the events that are shaking the countries of Eastern Europe and rise up."

Leka was three days old when his father, King Zog, was carried into exile, just ahead of Mussolini's invading troops, in 1939. He inherited the royal title after his father's death in 1961, and now claims to have wide support among Albanian exiles. He lived first in Spain, which expelled him in 1979 for plotting armed action against the Albanian government, and for the past decade in South Africa, where he makes a living as

"a dealer in commodities on an international scale." But he calls stopping the Albanian communists "my life's work."

The royal call to arms, Leka admits, will have to be trans-



ROBBIE BOTHA

Stalinists he warned: Leka

mitted to Albania by balloon ("We've done it before"), by radio from a secret location ("You understand I cannot say where") or through "contacts" inside the country. But the two old Mercedeses in Leka's garage are all set to carry the royal household—including 8-year-old Crown Prince Leka Anwar Zog Reza Baudouin—through Tirana in triumph. "The Albanian people are like a spring that has been compressed for many, many years," says Leka. "And once that spring is let loose, it's going to go bouncing all over the place unless there is someone who can step in who is agreeable to all parties and can act as a guarantor for free elections. The Stalinists of Albania have been warned."

SPENCER REISS in Johannesburg

PATRICK FORESTIER

Et l'Albanie
Messieurs
les Ministres ?



Patrick Forestier a été en Albanie. Il pose la question : après la Roumanie, nos hommes politiques vont-ils encore, à propos du dernier pays stalinien d'Europe, plaider l'ignorance ?

Nous aurions dû être plus clairs dans notre dénonciation de ce que nous savions. Nous aurions pu faire plus. » Après le « mea culpa » de Claude Cheysson, ancien ministre des Affaires étrangères, la polémique bat son plein à propos des anciennes relations franco-roumaines. Au nom de la raison d'Etat, le gouvernement français, pourtant si soucieux sur les Droits de l'homme, aura menagé jusqu'au bout le « génie des Carpathes ». Quant à Georges Marchais, il passait carrément ses vacances au bord de la mer Noire dans une maison offerte par Nicolae Ceausescu. En a-t-on fini avec ces compromis ? Pas du tout ! Il reste un pays européen dont personne ne parle mais qui vit encore sous la botte de la dictature : l'Albanie. Trois millions d'hommes et de femmes sont prisonniers dans leur propre pays transformé en camp de

concentration. L'Albanie reste le seul pays au monde qui admire encore Staline. Pendant quarante ans, un homme, un seul, a imposé son diktat à ses sujets à travers un culte de la personnalité qui n'a rien à envier à celui de Ceausescu ou de Kim Il Sung, en Corée du Nord.

Enver Hodja est mort en 1985 mais rien n'a changé en Albanie. Ramiz Alia, son dauphin, a été élu à la tête du Parti en proclamant sa fidélité au disparu. J'ai circulé à travers l'Albanie. Ce que j'y ai vu dépasse l'entendement.

L'Albanie reste un pays du tiers monde en pleine Europe. La voiture y est inconnue. On récolte à la main. Les tracteurs sont rares et datent des années cinquante. Quant aux usines, elles semblent tout droit sorties d'un roman d'Emile Zola. La liberté n'existe pas. Le Parti décide pour tous. C'est le seul pays au monde où j'ai vu, le soir venu, deux soldats armés de Kalachnikov cadénasser avec une chaîne les pédalos sur la plage de peur que les gens fuient par la mer. A Saranda, des projecteurs balaient les flots toute la nuit. Tous les cinq cents mètres, des soldats scrutent l'horizon à partir de la côte. C'est là qu'en 1984, un membre du Club Méditerranée a été abattu parce qu'il pêchait imprudemment près du rivage. Il venait de l'île de Corfou séparée d'une dizaine de kilomètres. Dans la rue, personne ne vous adresse la parole tant est grande la peur de parler à un étranger. Les dénonciations sont monnaie courante et les paranoïaques du régime ont vite fait d'accuser l'impudent d'être un espion titiste, du K.g.b. ou de la C.i.a. Les 2 160 églises et mosquées que comptait le pays ont été démolies ou transformées en salles de sport. Quant aux prêtres, ils ont été exécutés ou sont venus rejoindre les 40 000 prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons ou les camps de travail du Goulag albanais. Malgré cela, le gouvernement français ferme les yeux. Pas une fois il n'a dénoncé le régime de Tirana. Au contraire, les relations entre la France et l'Albanie n'ont jamais été aussi étroites.

En septembre 1985, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux Rela-

tions extérieures, a été le premier membre d'un gouvernement français à se rendre en Albanie depuis quarante ans. Pourtant, quelques jours plus tôt, le successeur d'Hodja, Ramiz Alia, avait été très clair dans un discours : « C'est en vain que certains rêvent et attendent des changements dans notre ligne, interprètent des actes politiques et diplomatiques cohérents de notre Etat indépendant et souverain comme une ouverture de l'Albanie... »

En février 88, c'est au tour de Didier Barani, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, de se rendre à Tirana. M. Bariani est décidément le spécialiste de ce genre de mission puisque, en septembre 86, occupant la même fonction dans le gouvernement de cohabitation, il avait transmis au cours d'une visite à Bucarest « les meilleurs vœux de succès dans toutes ses activités » à Ceausescu de la part de MM. Mitterrand et Chirac. En Albanie, M. Bariani était accompagné des chanteurs Pierre Bachelet et Marie-Paule Belle qui, avant son récit, avait eu deux de ses chansons censurées et deux autres menacées. Le ministre n'a pas semblé étonné et l'artiste déclarait même : « Je pensais que l'Albanie était un pays beaucoup plus fermé, plus sévère, avec des restrictions plus fortes qu'en U.r.s.s. » par exemple. J'ai trouvé à Tirana l'ambiance d'un dimanche dans une petite ville de province où tout le monde se connaît et se promène en riant dans la rue. »

En septembre 89, c'est au tour de Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail, de se rendre en Albanie. Il accompagne l'équipe de football d'Auxerre, dont il est maire, qui dispute un match de Coupe d'Europe contre le club albanais Apollonia Fier. « Nous souhaitons développer des relations économiques entre la France et l'Albanie », déclare J.-P. Soisson en annonçant qu'il est porteur d'un message de Michel Rocard à son homologue albanais et que Roland Dumas se rendra à Tirana en 1990. Que diront tous ces beaux esprits cyniques pour se justifier lorsque, à son tour, le peuple albanais, excédé, descendra dans la rue face aux mitrailleuses ? ■

L'Albanie, à son tour, bouge-t-elle ?

● La situation semble tendue en Albanie, le dernier bastion communiste stalinien en Europe de l'Est, qui a accusé mercredi les Albanais en exil de préparer un soulèvement visant à restaurer la monarchie dans ce pays, alors qu'un état d'urgence aurait été décrété à Shkodar, la deuxième ville albanaise.

Des « mesures d'urgence » avaient été décidées à Shkodar pour éviter l'agitation populaire dans cette ville située à 100 km au nord-ouest de Tirana, a annoncé hier le quotidien yougoslave de Belgrade, « Politika », citant « certaines sources ». Selon ce journal serbe, Shkodar est à la pointe du mouvement de révolte contre le régime stalinien de Ramiz Alia.

La presse yougoslave avait déjà signalé des « désordres » dans cette ville riveraine du lac du même nom formant frontière avec la Yougoslavie. Cette information avait été qualifiée de « pures spéculations » par l'ambassade d'Albanie à Belgrade.

La police contrôle étroitement la circulation des voitures et des personnes, a indiqué « Politika », ajoutant qu'à Tirana, la capitale du

« pays des aigles », la garde a été quadruplée autour des résidences du président Ramiz Alia et de Nedjma Hoxha, veuve du leader Enver Hoxha.

Par ailleurs, cinq jeunes Albanais ont été condamnés à mort fin 1989 pour avoir distribué des tracts appelant la population à manifester contre le régime communiste de Ramiz Alia, a également affirmé le journal yougoslave.

Mercredi, les autorités de Tirana ont accusé les Albanais en exil de préparer un soulèvement visant à instaurer la monarchie dans ce pays, a annoncé hier l'« International Herald Tribune », citant le quotidien du PC albanais « Zeri i Popullit ». Ces Albanais auraient fait appel au fils du roi Zog, Leka I^{er}, qui vit en Afrique du Sud, selon le quotidien de Tirana. Leka I^{er}, 50 ans, a annoncé que « son gouvernement en exil » se préparait à brouiller les ondes de la radio albanaise pour donner le signal de l'insurrection contre le régime communiste en Albanie. A ce propos, il indique avec une satisfaction évidente que le service albanais de Radio-Moscou a diffusé l'intégralité de ce message.

■ LE QUOTIDIEN (12/1)

Albanie

L'état d'urgence aurait été décrété

Selon l'agence yougoslave Tanjug, des « mesures extrêmement rigoureuses » ont été prises dans tout le pays.

L'état d'urgence a été décrété en Albanie, a affirmé hier l'agence yougoslave Tanjug, qui citait des « sources sûres ». « Soucieuses d'empêcher des manifestations de protestation, les autorités albanaises ont mis en place des mesures extrêmement rigoureuses de contrôle de la situation dans le pays », a ajouté l'agence.

Auparavant, le quotidien yougoslave Politika Ekspres, citant des « sources dignes de foi » en Albanie, avait annoncé que des mesures de surveillance renforcée étaient appliquées dans les camps de travail et les zones frontalières avec la Yougoslavie et la Grèce. Le journal affirmait également que des mesures d'urgence avaient été décrétées dans la région de Shkoder (nord de l'Albanie), où des troubles auraient éclaté le mois dernier. Les habitants des régions frontalières ne pourraient plus circuler d'une localité à l'autre, ajoutait le

quotidien. Dans les camps de travail, qui regroupent quelque 40 000 prisonniers, des mesures particulières de vigilance seraient également observées.

Hier soir, un représentant de l'ambassade d'Albanie en France a démenti ces informations : « Ce qui s'est passé en Roumanie ne se passera pas en Albanie, jamais », a-t-il déclaré.

Jeudi soir, quelque 10 000 personnes ont défilé dans le centre d'Athènes pour protester contre la « dictature stalinienne de Ramiz Alia » (le dirigeant albanais) et réclamer la liberté pour la minorité grecque vivant au sud-est.

Dans le même temps, le roi Leka, 50 ans, fils du roi Zog (renversé en 1939) et prétendant au trône albanais, a commencé une tournée auprès des Albanais exilés en Europe et aux États-Unis pour organiser un soulèvement contre le gouvernement communiste de Tirana. (AFP, Reuter)

■ LE FIGARO (13/1)

Manifestation des exilés albanais



● Plusieurs centaines d'exilés albanais ont manifesté samedi après-midi à Paris, pour réclamer la fin du régime communiste de Tirana. « Nous dénonçons le dernier bastion du stalinisme pur et dur qui s'acharne à faire subir à notre pays une idéologie dépassée qui provoque la faillite économique de l'Albanie. La population est terrorisée par la Sigurimi, la police politique, a souligné une des organisatrices de la manifestation. Il y a 47 000 prisonniers politiques en Albanie. » Ces exilés ont rappelé que des troubles s'étaient produits à Shkoder en décembre.

■ LE PARISIEN (22/1)

Le roi Léka d'Albanie bientôt de retour à Tirana ?

PAR PHILIPPE DELORME

L'Albanie, la « citadelle assiégée » des Balkans, le « Pays des Aigles », va-t-elle demeurer longtemps impassible face aux fantastiques bouleversements qui agitent l'Europe centrale ? Déjà, des signes avant-coureurs laissent à penser que non. A Shkodër, près de la frontière yougo-lave, des manifestations étudiantes auraient eu lieu, l'état d'urgence aurait même été proclamé dans certaines villes. Confirmées ou hâtivement démenties, ces nouvelles sont la preuve que l'Albanie sort peu à peu de son superbe isolement. Et l'on peut désormais espérer que les semaines et les mois à venir donneront raison au roi Léka I^{er}, qui affirmait récemment dans les colonnes du *Figaro* : « On ne peut pas asservir un peuple pour toujours... »

Le public français ne connaît peut-être pas bien Léka, roi des Albanais, le « plus grand souverain » du monde, puisqu'il mesure plus de deux mètres ! Fils du roi Zog I^{er} et de la reine Géraldine, il est né à Ti-

rana le 5 avril 1939 ; deux jours plus tard, ses parents se voyaient contraints de fuir précipitamment, par des routes de montagne, devant l'avancée de l'armée italienne. D'Égypte en France, puis en Espagne et aujourd'hui en Afrique du Sud, Léka d'Albanie n'a jamais retrouvé la terre de ses ancêtres. Éternel exilé, il vit aujourd'hui avec son épouse, la reine Susan, et leur fils Léka Anouar, non loin de Johannesburg.

Régulièrement, et plus encore, depuis que la situation bouge à l'Est, Léka rend visite aux très nombreux Albanais disséminés de par le monde. A la mort de son père, en 1961, un Parlement en exil, réuni à l'hôtel Ritz de Paris, le proclama roi, en vertu de la Constitution albanaise de 1928. Depuis, Léka se considère autant comme le souverain des Albanais de l'étranger que de ses concitoyens qui souffrent de la dictature stalinienne de Tirana. En effet, si les Albanais « de l'intérieur » sont environ 3 millions, il ne faut pas oublier qu'ils sont aussi 1,5 million au Kosovo yougoslave, 300 000 en Grèce, 450 000 en Italie et quelques centaines de milliers dans le reste de l'Europe occidentale, aux États-Unis et en Australie...

C'est ainsi que samedi dernier, le 20 janvier, le roi Léka est arrivé à Paris, pour un séjour de rencontres et de travail d'une semaine. Pour « fêter » son arrivée, la communauté albanaise en France avait organisé une grande manifestation de la place Victor-Hugo à l'ambassade de la République populaire socialiste d'Albanie, rue de la Pompe. Parmi les nombreuses personnalités présentes, on reconnaissait M. Skander Zogu, cousin du roi et son attaché de presse ; le commandant H. Spahija, son aide de camp ; et le comte Jean d'Ogny, président de la Fondation royale albanaise.



Les drapeaux albanais, brandis par les fidèles du roi Léka, ne diffèrent du drapeau officiel que par un simple détail : l'étoile jaune, symbole du pouvoir de Tirana, est absente ici. Mais bien d'autres différences opposent les Albanais en exil à ceux qui dirigent le « Pays des Aigles... »

POINT DE VUE
(25 JANVIER 1990)

Aux cris de « Liberté pour l'Albanie ! Nous voulons rentrer chez nous ! », le cortège, haut en couleurs, avec ses grands drapeaux rouges frappés de l'aigle noir bicéphale, fit une halte sur l'esplanade des Droits de l'homme, au Trocadéro, avant de descendre l'avenue Georges-Mandel, rarement animée par de tels mouvements de foule.

Alors, est-ce le début d'une puissante lame de fond qui — à l'instar de celles qui ont balayé les régimes polonais, hongrois, tchèque, allemand, bulgare et roumain — va bientôt déferler sur Tirana ? C'est encore trop tôt pour le dire. Mais le roi Léka a confiance en l'avenir. En militaire qu'il est, il estime qu'un soulèvement ne pourra avoir une chance de réussite que lorsque l'armée s'unira avec le peuple pour renverser la plus sombre dictature encore debout en Europe. A ce moment seulement, pourra se poser la question du régime politique. Par référendum, les Albanais choisiront peut-être alors de rendre au fils du roi Zog, la couronne du grand Skanderbeg. ■



Sa Majesté le roi Léka I^{er} des Albanais lutte, depuis la mort de son père, le roi Zog, pour rendre la liberté à son peuple.

Un entretien de Patrick Wajzman avec Leka I^{er}

Albanie : le dernier domino ?

La dictature communiste albanaise tiendra-t-elle ? Leka I^{er} a-t-il une chance de retrouver le trône que son père a dû abandonner il y a cinquante ans ?

En 1925, un notable albanais, Ahmed Zogu, devient Président de la République. En 1928, il se fait proclamer roi sous le nom de Zog I^{er}. Mais, dès 1939, l'invasion de son pays par l'Italie fasciste le contraint à l'exil. Son fils, Leka I^{er}, vivra donc en Turquie, en France, en Grande-Bretagne (où il étudia à l'Académie militaire de Sandhurst), en Égypte, en Espagne, en Rhodésie et en Afrique du Sud.

Communiste depuis la fin de la Guerre, l'Albanie (environ 3 millions d'habitants) résiste toujours au vent de liberté qui balaie l'Europe. Comment une dictature stalinienne aussi atroce peut-elle survivre dans un tel contexte international ? C'est l'une des questions que j'ai souhaité poser à Leka I^{er} — un homme de cinquante ans, direct, sympathique, et dont il faut suivre la trajectoire politique avec attention.

PATRICK WAJZMAN. — Majesté, comment expliquez-vous la résistance de l'Albanie à la vague démocratique qui déferle sur le continent européen ?

LEKA I^{er}. — Il y a d'abord une raison internationale : l'isolement diplomatique de l'Albanie, qui la rend, tout naturellement, imperméable au fracas du monde extérieur. Et trois motifs internes : 1) au cours de l'Histoire, mon pays a été si souvent envahi, piétiné, qu'il est devenu sceptique, voire allergique à l'égard de tout ce qui est « étranger » ; 2) la plupart des Albanais capables de lutter efficacement contre le régime sont, aujourd'hui, en exil ou en prison ; 3) la dictature albanaise est « implançable » et son système de « mouchards » empêche, pour l'instant, toute insurrection populaire.

P.W. — A quels « mouchards » faites-vous allusion ?

L. I^{er}. — Aux innombrables agents du régime qui surveillent les moindres aspects de la

vie des citoyens ! Ainsi, par exemple, dans les unités militaires, il y a 1 « mouchard » pour 8 soldats, dont la fonction consiste à tout « rapporter » au commissaire politique... Vous le constatez : le régime albanaise n'a rien à envier à celui qu'avait mis en place Ceausescu en Roumanie !

P.W. — Sur qui comptez-vous pour renverser le régime ? Quels sont les instruments de la Résistance ?

L. I^{er}. — Il y a, bien sûr, une résistance passive, notamment celle des milieux religieux (n'oubliez pas que 75 % des Albanais sont musulmans). Mais il est vrai que ces milieux-là sont très infiltrés par le Pouvoir. Il y a également les réseaux que nous avons implantés dans le pays. Sans oublier l'action de la population, qui se livre à des actes de sabotage avec les moyens du bord. Naturellement, la diaspora albanaise — qui inclut nos partisans — fait, elle aussi, un travail efficace.

P.W. C'est bien, peu, Ma-

jesté, pour abattre une dictature...

L. I^{er}. — Non, car je compte surtout sur les adversaires du régime qui se trouvent au sein même de l'Armée albanaise (48 000 hommes) et du « Sigurimi », la terrible police politique (8 000 hommes + 4 000 en civil). Dans ces deux institutions, il y a des hommes à moi et d'autres qui, sans m'être spécialement dévoués, veulent, eux aussi, la chute des tyrans de Tirana.

P.W. — A quelles conditions un changement de régime vous semble-t-il possible ?

L. I^{er}. — Si la Yougoslavie continue de se désintégrer, l'onde de choc atteindra l'Albanie et rendra le contexte plus « fluide ». Mais il faut, aussi, que les Albanais de l'extérieur apparaissent aux Albanais de l'intérieur comme un recours crédible. Et, pour cela, il est indispensable que tous les gouvernements du monde libre confortent notre légitimité.

P.W. — De quelle façon ?

L. I^{er}. — En entretenant des relations avec nous, en nous reconnaissant, et en dénonçant publiquement les violations des droits de l'Homme auxquelles se livre le régime de Tirana. Ce serait déjà un bon début.

P.W. — Si vous parveniez au pouvoir, Majesté, quelles seraient vos premières décisions ?

L. I^{er}. — Je commencerais par prendre, à titre provisoire, des mesures d'urgence, afin

d'éviter les règlements de comptes sanglants entre Albanais. Puis j'organiserais un référendum national pour que mes compatriotes puissent choisir librement leur régime : monarchie constitutionnelle (c'est ma préférence, vous vous en doutez) ou République. Enfin, j'organiserais des élections législatives.

P.W. — Et si les Albanais optaient pour un régime républicain et vous demandaient d'en être le Président, accepteriez-vous ?

L. I^{er}. — Je suis prêt à servir mon peuple à quelque poste que ce soit. C'est à lui de décider. Ce que je veux, c'est être un fédérateur, le rassembleur de tous les Albanais, quelles que soient leurs convictions.

P.W. — Du point de vue économique, vers quel système iraient vos préférences ?

L. I^{er}. — Je décollectiviserais le pays et l'orienterais vers l'économie de marché. Mais, pendant une phase transitoire, il serait inévitable que l'État conserve la maîtrise de quelques secteurs d'intérêt général. Dans un pays comme l'Albanie, on ne peut pas faire du libéralisme « à la Thatcher » du jour au lendemain !

P.W. — Et en matière diplomatique, quel serait, à vos yeux, le schéma idéal ?

L. I^{er}. — Un statut de neutralité du type suisse.

P.W. — Au moment où nous parlons, évaluez-vous votre retour à Tirana en termes de mois, d'années... ?

L. I^{er}. — Je le répète : si nous devenons suffisamment crédibles auprès des gouvernements de l'Ouest comme de l'Est, il ne devrait pas se passer plus de deux années au maximum avant que je ne retrouve mon peuple.

P.W. — Les nationalistes albanais de la province yougoslave du Kosovo demandent leur rattachement à l'Albanie. Soutenez-vous leurs revendications ?

L. I^{er}. — Bien sûr ! L'État albanais doit inclure le Kosovo, ainsi que deux autres régions qui sont albanaises du point de vue ethnique : une toute petite partie du Monténégro et une bande territoriale le long de la frontière macédonienne. Mais ne vous illusionnez pas : tout futur régime albanais, quel qu'il soit, exigera la réunification ! La seule différence, c'est que, moi, je tenterai de l'obtenir par le dialogue et la négociation.

P.W. — Majesté, pour conclure, j'aimerais que vous me disiez quels hommes d'État, morts ou vivants, vous admirez le plus...

L. I^{er}. — Mon père. Mais aussi Sadate, Hussein de Jordanie, Fayçal d'Arabie Saoudite (qui était mon parrain) et, bien sûr, de Gaulle...

P.W. — Quel est le pays pour lequel vous éprouvez le plus d'affection, le plus de sympathie instinctive ?

L. I^{er}. — Comme dit la chanson, j'ai deux amours : mon pays et Paris.

P.W.

Leka I^{er},
roi d'Albanie
en exil, réside
en Afrique
du Sud.



PHOTO BOCCHON-UMBOUSIPA PRESS

Leka I^{er} : les tribulations du Rambo des Balkans

« La question n'est pas de savoir si je rentrerai dans mon pays, mais quand je le ferai. Et ça, ça dépend de moi. » Leka I^{er}, roi d'Albanie en exil, un colosse de 2 mètres et quelque, se donne volontiers des allures de Rambo des Balkans. Mais ses boots sont percées, et la maison où il nous reçoit n'a rien d'un fort Knox. Coincé entre deux pavillons de banlieue, à la lisière de Créteil et de Bonneuil-sur-Marne, son pied-à-terre parisien aimerait bien avoir l'air. Le berger allemand qui aboie derrière la grille aussi. Et puis, la batterie de voiture qui prend la pluie au pied de l'escalier fait un peu désordre.

L'intérieur est plus digne. Le fils de Zog apparaît sur fond de drapeau albanais, à côté d'un buste de Skanderberg, le seul héros national qu'il partage avec les communistes au pouvoir à Tirana. « Quand je rentrerai, dit-il, j'organiserai un référendum pour permettre à mon peuple de choisir entre la république et la monarchie. » Il voudrait aussi reprendre le Kosovo à la Yougoslavie « par la négociation » et rétablir la liberté du culte, lui, le musulman sunnite de mère catholique et qui a épousé une anglicane.

Né en avril 1939, Leka I^{er} a dû fuir son pays envahi par Mussolini quand il n'avait que 2 jours. La France d'abord, puis l'Angleterre,



Géraldine d'Albanie et son fils Leka en 1939.

PHOTO G. BARENNAN

l'Egypte, la France à nouveau, et l'Espagne. Il serait bien resté à Madrid, où vit encore la reine mère, mais en 1979, Juan Carlos en décide autrement. Expulsé, pour trafic d'armes selon une rumeur qu'il dément formellement, le roi sans terre s'envole vers le Gabon où l'attend un nouveau revers. Le Boeing royal se pose à peine sur la piste que le gouvernement gabonais menace de livrer le monarque à Enver Hodja, l'homme fort de Tirana. Une manière comme une autre de rançonner le voyageur. Mais le souverain errant et sans le sou ne se démonte pas. Il menace de s'attaquer à l'aéroport. Et pour donner plus de poids à la parole royale, sa garde sort trois lance-grenades. L'argument est décisif. Quelques heures plus tard, Leka I^{er} et ses hommes se posent en Rhodésie. Mais une fois encore, l'histoire joue contre lui. Lorsque sonne l'heure de l'indépendance, le réfugié doit plier bagage, direction l'Afrique du Sud.

Leka I^{er} vit dans une villa un peu délabrée au nord de Johannesburg, en attendant que l'histoire veuille bien de lui. Il voyage énormément et gagne sa vie en faisant du commerce. « Mes revenus connaissent des hauts et des bas », dit-il. Mais l'idéal demeure. Il élève son fils comme on élève un prince héritier. Il a 7 ans et demi. Il s'appelle Leka Anwar Zog Reza Baudouin. A.B.

■ L'EVENEMENT DU JEUDI (1/2/90)

UNE INTERVIEW AU QUOTIDIEN Le prétendant au trône d'Albanie s'explique sur la situation à Tirana où des coups de feu ont été entendus avant-hier

Lekka I^{er} : « Je veux rétablir les libertés en Albanie »

• LE QUOTIDIEN
DE PARIS (24/1/90)

Lekka I^{er}, fils du défunt roi Zog d'Albanie et prétendant au trône, estime que l'armée et la Sigurimi, la police secrète albanaise, sont prêts à appuyer une révolte populaire du peuple albanais en cas d'une révolte contre le régime communiste de Ramiz Alia. En exil depuis cinquante ans, Lekka I^{er} qui vit en Afrique du Sud, a confié ses impressions au « Quotidien » lors de son passage à Paris où il souhaite rencontrer le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas.

LE QUOTIDIEN : Les bouleversements récents en Europe de l'Est ont-ils fait maître chez vous l'espoir de pouvoir retrouver le trône que votre père, le roi Zog d'Albanie, avait dû abandonner en 1939 ?

LEKKA I^{er} : Tout dépend de la nation albanaise. Mon premier devoir est d'assurer à ce peuple de pouvoir faire le libre choix du système politique dans lequel il veut vivre. Mais qu'il choisisse la république ou la monarchie, je suis prêt à servir mon pays dans la mesure de mes capacités.

Q. — Vous avez dit dans votre message de nouvel an adressé aux Albanaïses que nombre d'entre eux, y compris au sein de l'armée, soutiendraient un soulèvement contre le régime communiste de Ramiz Alia. Qu'est-ce qui vous permet de le croire ?

LEKKA I^{er} — La situation en Albanie me semble assez précaire. A Tirana, la garde autour des résidences de membres du praesidium du PC, notamment celles de Ramiz Alia et Nedjmina Hodxha (veuve du leader communiste Enver Hoxha) a été triplée. Durant ces dernières années, il y a eu quelques désertions de militaires et de membres de la Sigurimi (Police secrète albanaise), ce qui pourrait être un signe de mécontentement au sein des forces de sécurité. Depuis 1961, nous avons des contacts avec le pays et je peux vous assurer que certains membres de l'armée et de la Sigurimi sont prêts à appuyer une révolte populaire.

Q. — L'armée albanaise pourrait-elle jouer selon vous le même rôle que l'armée roumaine dont le ralliement aux insurgés a fait pencher la balance du côté de la révolution ?

LEKKA I^{er} — Le peuple albanais ressent une haine farouche envers le régime d'Alia. Or, l'armée albanaise est une armée des conscrits, comme l'est également l'armée roumaine. Mais, contrairement à cette dernière, l'armée albanaise n'a pas de contacts avec les militaires de l'Union soviétique depuis 1961.

Comme dans tous les pays de l'Est en l'occurrence, l'URSS est intervenue en Roumanie indirectement par le biais de contacts entre les militaires soviétiques et roumains.

En Albanie, ce canal n'existe pas. Même la Sigurimi n'a pas eu de contacts avec le KGB. Cette police



Lekka I^{er}, prêt à servir son pays.

constitue la force la plus loyale envers le PC albanais, comme ce fut le cas en Roumanie.

Q. — Quel est le rapport de forces au sein de la direction du PC albanais ?

LEKKA I^{er} — Le PC albanais est dirigé par le clan familial de Hoxha. C'est d'ailleurs plutôt une clique unie par l'intérêt commun qu'un clan, car celui-ci était composé d'hommes libres qui pouvaient changer de chef. Le vrai pouvoir se trouve aux mains de deux personnes : Ramiz Alia, qui représente l'exécutif et la veuve d'Enver Hoxha, qui avec la vieille garde, maintient la ligne du parti.

Q. — Comment parvenez-vous à communiquer avec vos sympathisants en Albanie ?

LEKKA I^{er} — Hélas, je ne peux pas vous le dire. L'Albanie reste certes isolée pour les étrangers mais les Albanaïses peuvent y pénétrer par les montagnes où il est très difficile de maintenir un rideau de fer.

Q. — Si vous arrivez à monter sur le trône en Albanie, quel sera votre programme politique et économique ?

LEKKA I^{er} — N'importe quel président de l'Albanie libre demandera d'abord la réunification du peuple albanais dispersé entre la province yougoslave de Kosovo et l'Albanie

elle-même. Cette réunification est nécessaire si l'on veut garder la paix dans les Balkans, qui sont une véritable poudrière. Je voudrais entamer à ce sujet le dialogue avec les autres yougoslaves. Jusqu'à présent je ne les ai jamais rencontrés.

Un jour Tito m'a fait remarquer, par l'intermédiaire d'un ami : le fils ne fera pas au maréchal ce que le père avait fait à Alexandre (prince héritier de Yougoslavie). Je n'ai pas confiance dans les dirigeants yougoslaves. Deuxième point : décollectivisation de terres en Albanie.

Ensuite, la libre entreprise et, enfin, la liberté religieuse dans ce pays qui est le seul au monde, à l'heure actuelle, à avoir érigé l'athéisme en idéologie officielle. C'est une tâche énorme car en plus il faudra tenter de redonner la confiance à tout un peuple et restaurer la crédibilité perdue du gouvernement.

Q. — Quel est le but de votre séjour en France ?

LEKKA I^{er} — Je suis venu ici pour travailler mais je vais profiter de mon séjour à Paris pour essayer de rencontrer Roland Dumas, avant sa visite en Albanie (qui devrait avoir lieu au printemps).

Propos recueillis
par Christian VILLA

Le roi Leka 1^{er} d'Albanie : "Pour une Suisse orientale"

■ LE FIGARO MAGAZINE 17/2/90

EN exil depuis cinquante ans, Leka 1^{er} (2,10 m), fils de Zog, chassé par les Italiens, vit en Afrique du Sud. Il affirme réunir aujourd'hui autour de sa personne, les quelque trois millions d'Albanais de la diaspora. Soit la moitié des habitants du « Pays des aigles ».

- La présence de Votre Majesté en Europe indique-t-elle que l'Histoire s'accélère aussi en Albanie ?

- Oui. Selon mes renseignements, des mouvements, pour l'instant très localisés, agitent le pays. Mais on n'assistera pas nécessairement à un bouleversement aussi rapide que dans les autres pays de l'Est. D'abord, parce que l'Albanie n'est contrôlée que par ses forces propres : les militaires, là-bas, n'ont pas de contact avec l'Union soviétique ou les pays voisins. Deuxièmement, il nous faut d'abord obtenir de l'extérieur des garanties pour nos frontières. Le comble de la stupidité serait de parvenir à constituer un gouvernement démocratique pour aussitôt entrer en guerre avec nos voisins !

- Qui pourrait aider les Albanais à se libérer, et comment ?

- Vous le faites en ce moment... Mais plus loin, cela

51 ans,
2,10 m, fils
de Zog,
Leka 1^{er} vit
en Afrique
du Sud.



FIGARO-MAGAZINE

dépend des autres pays, et c'est pour cela que j'ai entrepris une tournée en Europe et aux Etats-Unis.

- Y a-t-il aujourd'hui une opposition en Albanie ?

- Oui et non : il y a des contacts avec certains membres des forces armées. Mais la véritable création d'un mouvement de résistance ne peut se faire qu'à la dernière minute...

- Une restauration de la monarchie est-elle possible ?

- Mon intention est de donner la possibilité au peuple albanais de choisir librement par référendum entre une république ou une monarchie. Quel qu'en soit le résultat, j'accepterais de participer à la vie politique de mon pays libéré.

- De religion musulmane, ancien ami du roi Fayçal et de Sadate, bénéficiez-vous d'un soutien des Etats arabes ?

- C'est arrivé. Et quand nous serons libres, je crois que nous pourrions compter sur eux.

- Quels pourraient être la place et le rôle en Europe d'une Albanie libre et démocratique ?

- Un jour, j'ai dit que l'Albanie était comme la Suisse : tout en étant petits, comme nous, les Suisses sont farouchement indépendants. C'est un peuple montagnard. Je doute que nous ayons jamais leur atout bancaire, mais l'Albanie a dans son sous-sol des richesses énormes, chrome, pétrole... La Suisse serait aussi un excellent exemple pour nos forces militaires : toute petite en permanence, mais extrêmement grande au moment du danger...

Interviewé par
PHILIPPE DUFAY

ALBANIE

GAMMA



LE STALINIEN

Ramiz Alia, 64 ans, a commencé sa carrière politique en 1948, après avoir participé à la Résistance, en 1944, auprès de son maître Enver Hodja, le Staline albanais. Alia présidait l'Assemblée populaire albanaise lorsque le « camarade Enver » est mort, le 11 avril 1985. Ramiz Alia a été élu premier secrétaire du Parti du travail, le parti unique, parfaitement stalinien, qui règne sans partage sur ce petit pays sauvage d'où proviennent, régulièrement, de mystérieuses rumeurs d'attentat. A-t-on tiré sur Alia, en avril dernier, comme le bruit en a couru ? « Affabulations », dit-on à Tirana. On respire...

GAMMA



LA VITRINE

Ismail Kadaré, 53 ans, formé à Moscou, joue un rôle ambigu. Ecrivain de renommée mondiale, célèbre en France pour son « Général de l'armée morte » et son « Grand Hiver », il est régulièrement donné comme favori pour le Nobel de littérature. Vitrine, pour l'étranger, de son drôle de pays, il assume le rôle.

L'EXPRESS - 15 DÉCEMBRE 1989 53

Depuis son exil d'Afrique du Sud

Leka I^{er} à la conquête de l'Albanie

Le fils du roi Zog, souverain sans couronne, veut mener la lutte contre le dernier pouvoir stalinien en Europe de l'Est. Pour lui, le peuple et l'armée finiront par s'unir.

De sa retraite sévèrement gardée de la brousse sud-africaine, au nord de Johannesburg, Leka I^{er}, roi sans couronne d'Albanie, mène activement campagne pour conduire les Albanais à renverser le pouvoir stalinien de Tirana, seul régime de ce type à subsister en Europe de l'Est.

Dans un bureau encombré de souvenirs, dont la photo de son père, le roi Zog, qui avait dû fuir son pays en 1939 sous la poussée de l'invasion allemande et italienne, Leka, un homme de cinquante ans à la longue silhouette, lit les messages de plus en plus nombreux que lui envoient ses partisans éparpillés dans le monde.

Pour lui qui a passé toute sa vie en exil, les bouleversements à l'Est, qui déboulonnent l'un après l'autre les régimes communistes, rendent aujourd'hui les Albanais mûrs pour la démocratie. « On ne peut pas asservir un peuple pour toujours », a déclaré le prétendant au trône d'Albanie, devenu négociant en matières premières en Afrique du Sud, où il s'est établi il y a dix ans.

Campagne auprès des émigrés

En présence de deux vigiles armés de revolvers qui veillent à sa sécurité, Leka donne des précisions sur ses efforts pour amener le peuple albanais à se soulever contre son régime.

Il entreprendra dans les semaines à venir un long voyage auprès des centaines de mil-



Leka I^{er} : « On ne peut pas asservir un peuple pour toujours. » (Photo AFP.)

liers d'émigrés albanais qui vivent en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, afin de rallier les soutiens à la cause antistalinienne.

Leka a également l'intention de s'adresser par la radio aux trois millions d'Albanais sur le sol national. Il dit que les postes à ondes courtes sont interdits en Albanie, mais que les populations proches de la frontière ou de la côte peuvent capter les radios étrangères, et qu'elles finiront par recevoir les nouvelles des bouleversements politiques qu'a connus l'Europe de l'Est à la fin de 1989.

Le souverain en exil se refuse à identifier les principaux groupes qui le soutiennent, mais déclare que « le soulèvement reposera essentiellement sur les forces armées et la Sigurimi » (la police secrète). Il

précise, cependant qu'il dispose de nombreux partisans en Albanie même et dans la province voisine du Kosovo, en Yougoslavie, où vivent de nombreux Albanais de souche. « Le peuple et l'armée finiront par s'unir, mais cela demandera un minimum de coordination », ajoute-t-il.

Un rôle de catalyseur

En ce qui le concerne, Leka se dit prêt à mettre en œuvre tous les moyens possibles pour entraîner la chute des derniers dirigeants stalinistes d'Europe de l'Est, tout en reconnaissant que son objectif ultime est la reprise en main de son royaume.

Il se voit essentiellement jouer « le rôle de catalyseur », déclarant : « L'Albanais est

quelqu'un qui aime que son chef lui dise « Suis-moi » (...) Je dois donner à mon peuple des encouragements, lui dire que des forces œuvrent pour sa libération. »

Dans un message de nouvel an que des courriers dans des pays voisins comme la Grèce ont fait parvenir en Albanie, Leka promet d'être le garant d'un référendum national qui permettra aux Albanais de se prononcer sur le régime de leur choix.

Interrogé sur le genre de société qu'il envisage pour son pays, Leka, un musulman qui a fait ses études en Egypte et à l'Académie militaire britannique de Sandhurst, répond qu'il envisage la libre entreprise associée à l'État-providence.

Il reconnaît que les conditions dans son pays ont connu une « légère » amélioration sous le régime communiste – l'Albanais moyen reçoit aujourd'hui un kilo de viande par semaine, contre un kilo par mois il y a quarante ans –, mais « le fait que vous pouvez être réveillé à tout moment chez vous simplement pour avoir dit vos prières dans un État officiellement athée ne me semble pas être une grande amélioration », ajoute-t-il.

Marié à Susan, une Australienne, le roi Leka a un fils, le prince héritier Anouar, né en Afrique du Sud. Il dit avoir des amis influents au Moyen-Orient, en particulier auprès de la famille royale d'Arabie Saoudite. Le défunt roi Fayçal, qui était son parrain, l'avait aidé à s'établir professionnellement. (Reuter.)

William MACLEAN.

Leka 1er : un coup d'Etat éviterait le bain de sang

Le roi Leka, fils du roi Zog expulsé d'Albanie en '39 par les fascistes italiens, vit en Afrique du sud, où il tente d'organiser la résistance au régime de Tirana. Il vient de lancer un appel au soulèvement, à l'intérieur du pays comme dans la diaspora albanaise, et fait actuellement la tournée des capitales occidentales à la recherche d'un appui.

Nous l'avons rencontré à Bruxelles. Il nous a livré un diagnostic pour le moins réservé sur l'avenir de son pays.

— L'agitation actuelle au Kosovo pourrait-elle donner des idées en Albanie ?

— A condition qu'on nous donne les moyens de nous soulever. Il faut que les occidentaux perçoivent correctement le problème albanaise et qu'ils nous soutiennent moralement.

— D'où votre tournée des capitales ?

— Je cherche effectivement un appui à l'idée d'une Albanie libre et démocratique.

— Ne trouvez-vous pas dommage cependant qu'il ait fallu attendre les chambardements à l'est pour s'intéresser à l'Albanie ?

— J'en suis triste, car nous vivons l'oppression depuis quarante-cinq ans. Mais d'un autre côté, je comprends que les diplomates occidentales aient eu des raisons pragmatiques de ne pas indisposer le régime de Tirana et surtout les grands voisins yougoslaves avec la question du Kosovo. C'est pourtant en train de changer.

— Les occidentaux pourraient-ils trouver des appuis au sein de l'Albanie ?

— Les mêmes appuis sur lesquels nous comptons. Il y a dans le régime des gens qui s'opposent au pouvoir actuel. Il faudrait pouvoir les rassurer, leur dire qu'ils seront protégés, eux et leur famille, si le régime disparaît. Ils ont

peur d'être pris comme boucs émissaires.

— Vous voulez éviter le scénario roumain ?

— Autant que possible. Vous savez, on est trop petit pour se permettre de perdre des milliers de personnes dans un bain de sang.

— Comment voyez-vous idéalement l'avenir proche de l'Albanie ?

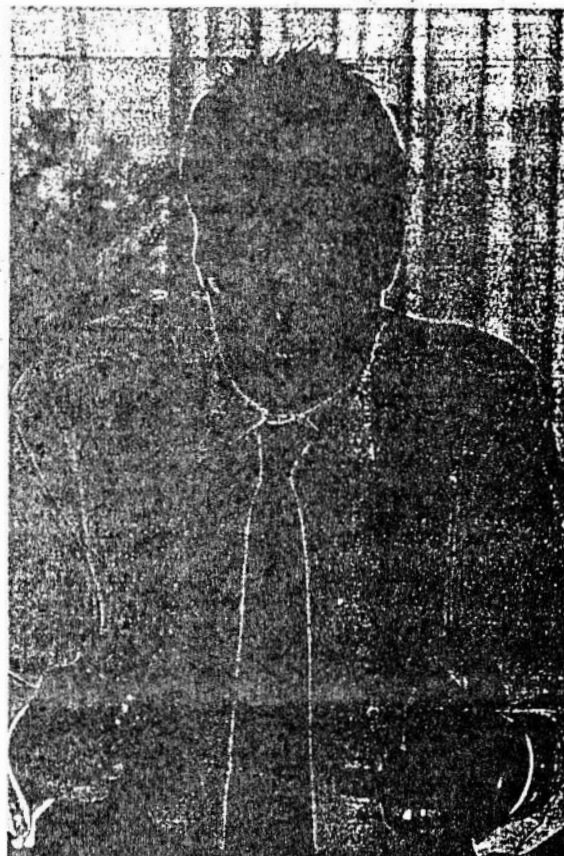
— Si on arrive à renverser ce régime, il faudra commencer par un référendum national, que j'ai déjà garanti, sur l'avenir institutionnel du pays, soit une monarchie, soit une république. Si c'est la monarchie qui s'impose, je ferai intervenir la constitution de 1928 pour élire une assemblée nationale et proposer des réformes, comme la décollectivisation et la création d'un système de libre entreprise. Vous devez vous rendre compte des difficultés que nous allons avoir devant nous. Mais ce sera déjà un grand pas si on arrive à cette démocratisation.

— Et si c'est la république ?

— Je continuerai à travailler pour mon pays.

— Pourrez-vous toutefois mobiliser toute la diaspora albanaise, notamment celle qui n'est pas royaliste ?

— Je suis pour le multipartisme et le consensus. La vie albanaise a d'ail-



Monarchie ou république, je travaillerai pour la démocratie dans mon pays.

leurs toujours été conduite par le consensus. Je veux rassembler la résistance pour justement donner au peuple le droit de choisir.

— Gorbatchev pourrait-il aider l'Albanie que vous proposez ?

— Ce qui m'a surpris, c'est que l'appel à la mobilisation que j'ai lancé a été repris en entier par radio Moscou, notamment en albanaise. Mais je n'ai pas de contacts directs avec les Soviétiques. Je ne sais d'ailleurs pas si cela pourrait nous arranger ou non.

— Vous allez faire une tournée des capitales à l'est ?

— Ce n'est pas impossible.

— Comptez-vous intervenir militairement en Albanie ?

— Je n'ai jamais parlé d'une invasion de l'Albanie. Je cherche une action politique qui appuie les militaires de l'intérieur, pour éviter les tueries. Si on essaye une rébellion, il y aura des massacres. Si on pense par contre à un coup d'Etat qui maîtriserait immédiatement la situation par un état de siège, on pourrait alors faire un référendum et des élections libres. Mais sans un état de siège rapide, il y aura du sang.

Interview :
Philippe GERDAY

Photo
Serge BRADFER

Léka I^{er} vit en exil, à Johannesburg, depuis cinquante ans

Le roi d'Albanie veut retrouver sa terre natale

Un Albanais digne de ce nom ne se sépare jamais de ses armes», proclame Léka I^{er} d'Albanie. Si ce roi combattant a choisi de résider en Afrique du Sud, à Johannesburg, c'est parce que c'est le seul pays où il a été autorisé à rester armé. Car le roi n'est pas un guerrier de salon : après avoir suivi les cours de l'académie militaire de Sandhurst, en Angleterre, il a effectué quelques "stages de guérilla" au Viêt-nam, en Angola et au Yémen.

Un garde du corps pour son fils

Léka est né le 5 avril 1939, deux jours avant de partir avec ses parents, le roi Zog I^{er} et la reine Géraldine, contraints à l'exil par l'envahisseur italien. Commence alors une vie errante à travers le monde. Quand son père meurt en 1961, Léka est proclamé roi par l'assemblée nationale albanaise réunie au Ritz, à Paris. C'est à Tolède, en 1975, qu'il épouse une jeune Australienne, Susan Cullen-Ward et c'est en Afrique du Sud, en 1982, que naît leur fils, Léka Anouar.

C'est un homme très imposant, il mesure 2.10 m. qui nous a reçu lors de son récent passage à Paris. « A Johannesburg, nous raconte le roi,

Nid d'aigle du stalinisme, l'Albanie est aujourd'hui le dernier bastion européen du communisme pur et dur. Le roi Léka I^{er} espère pourtant que les bouleversements actuels vont lui permettre de rendre la liberté à son peuple.

je me lève à 6 heures. A 7 heures, je suis à mon bureau. Mon fils est accompagné à l'école par un garde du corps. Moi, je commence ma journée de travail. Je suis dans l'import-export. J'essaie de gagner assez d'argent pour pouvoir maintenir le contact avec les communautés albanaises du monde entier.

« Je pars en général du bureau vers 14 heures. Quand mon fils sort de l'école, il va à la piscine. Avec la reine Susan, nous nous occupons de lui. Il me demande tout le temps de lui raconter des histoires sur l'Albanie et sur son grand-père, à tel point que je le trouve parfois un peu casse-pieds ! Mais je me fais un devoir de lui transmettre fidèlement les principes qui m'ont été inculqués par le roi Zog. Je lui fais, si l'on veut, une sorte de "lavage de cerveau" ! Quant à ma mère, la reine Géraldine, je la vois souvent quand je viens à Paris. Cependant, comme elle adore son petit-fils, je crois qu'elle se décidera cette année à venir vivre avec nous, en Afri-

que du Sud. Je vais acheter dans ce but une maison qui nous réunira tous. »

Léka I^{er}, lui, n'a qu'un rêve : retourner en Albanie. « On ne m'y a pas oublié, dit-



Avec son fils Léka Anouar (baptisé ainsi en hommage à Sadate), devant leur ranch de Johannesburg.

« Avec la reine Susan et leur fils. « Nous menons la vie d'une famille normale », se plaît à dire le roi.

En 1938, son père, le roi Zog I^{er}, épouse Géraldine, 21 ans, fille du comte Jules Appany et de l'Américaine Gladys Steward.

il ironiquement : le gouvernement communiste m'insulte continuellement, me traitant de drogué, de contrebandier, d'aventurier et d'ennemi du peuple. Que ce soit en bien ou en mal, mon nom est connu en Albanie ! » De toute façon, la propagande lancée depuis 1961 par le roi en exil a réussi à percer le rideau de fer. Et Léka I^{er} est persuadé que les Albanais l'attendent. « Je veux retourner vivre sur ma terre natale, et s'il faut combattre pour cela, je le ferai ! »

Les automobiles sont interdites

En fait, l'Albanie est si fermée sur elle-même qu'il est bien difficile de savoir ce que ses habitants pensent vraiment. Devenu communiste en 1946, ce petit pays montagneux, enclavé entre la Yougoslavie et la Grèce, s'est brouillé avec l'Union soviétique puis avec la Chine. Le rare touriste qui y pénètre se sent projeté des décennies en arrière. Les automobiles,

symboles de "l'égoïsme bourgeois", sont interdites (Tirana, la capitale, ne compte que deux feux de croisement). La seule voie ferrée, inaugurée en 1986, est réservée au seul transport des marchandises ; on ne se déplace donc, en dehors des rares autocars, qu'à vélo ou en char à bœufs. Pas de tracteurs non plus, ni de machines agricoles : les paysans travaillent avec des faux, des bêches et des pioches. Un avantage : les prix n'ont pas augmenté depuis... 1944 ! En revanche, toute pratique religieuse est interdite (églises et mosquées ont été transformées en théâtres ou en cafés) et il est pratiquement impossible de lire autre chose que la "bonne pensée" marxiste.

Léka I^{er} voudrait restaurer la liberté, mais pas forcément par le biais de la monarchie. « Si je revenais en Albanie, je ferais un référendum pour que les électeurs se déterminent en faveur de la royauté ou de la république. Ce que je voudrais voir instituer, c'est un système de libre entreprise, la réouverture des églises et des mosquées, la liberté de culte et d'expression pour mes compatriotes. Et, de toute urgence, commencer par donner à manger à ce peuple ! »

STEPHANE BERN



30/VOICI



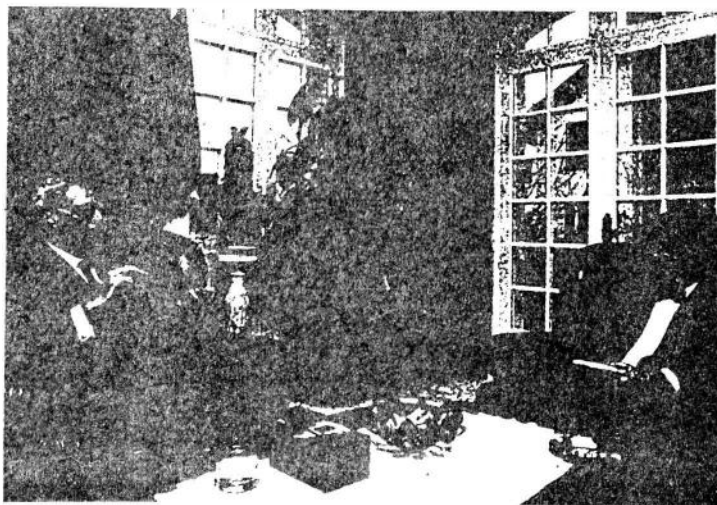
Entretien

LÉKA I^{er} roi de tous les Albanais

PAR PHILIPPE DELORME

PHOTOS HUGUES VASSAL

Lorsqu'il séjourne en France, le roi Léka I^{er} réside dans une simple villa de la banlieue parisienne. Car le souverain des Albanais est le contraire d'un mondain. On ne le voit guère dans les salons, il entretient peu de rapports avec les autres familles royales en exil. Avant tout, Léka est un combattant. Il mène une lutte de tous les instants pour libérer son peuple de la tyrannie qui l'opprime depuis si longtemps ; et aujourd'hui, que le bout du tunnel est peut-être en vue, le roi redouble ses efforts. Les murs du salon, transformé en quartier général, où il nous reçoit, ont été tendus de grands drapeaux royaux albanais. L'aigle bicephale y est surmontée de la couronne de Skanderbeg, le fameux héros du XV^e siècle...



POINT DE VUE N°2166

« Quand la monarchie a été instaurée, on a ajouté la couronne sur le drapeau national. Aujourd'hui, pour ne pas brusquer les républicains, dans les manifestations, comme celle de samedi dernier, à Paris, on présente le drapeau sans ornement : ni la couronne... ni l'étoile des communistes ! »

• Sire, votre famille est véritablement originaire d'Albanie, ce qui n'est pas le cas des dynasties roumaine ou bulgare. Quelles étaient les origines du roi Zog, votre père ?

« Mes ancêtres vivaient dans la région de Mati, depuis au moins six cents ans. Et avant cela, nous venions de quelque part au Kosovo. Mes ancêtres étaient chefs de clans, aussi bien catholiques que musulmans. Ils devaient jurer fidélité au sultan, mais à chaque fois qu'un sultan mourait, nous faisions une révolution pour essayer de nous libérer ! Le nouveau sultan arrivait alors avec ses armées, il maîtrisait Mati. À ce moment seulement, on lui prêtait serment. C'est à la suite d'une révolution fomentée par mon grand-père que mon père a été emmené en otage en

Turquie, où il a passé son enfance. »

• Le peuple albanais a des origines mystérieuses...

« J'ai vu, un jour, une sorte de "tableau généalogique" des nations d'Europe. Au centre, il y avait les grandes branches indo-européennes ; et d'un côté les Basques et de l'autre, les Albanais. Ce sont les deux nations qui sont totalement uniques, dans ce sens qu'elles n'ont aucun lien avec les autres. Notre langue est également originale. On sait que les Albanais sont les descendants des Illyriens qui étaient eux-mêmes probablement les descendants des Étrusques... »

• Comment définiriez-vous, en un mot, le caractère albanais ?

« Difficile ! C'est un peuple très indépendant, qui n'aime pas être maîtrisé. Un caractère difficile dans la mesure où les Albanais sont très individualistes. Un peuple rude, qui sait souffrir, qui a souffert beaucoup, et naturellement cela fait de lui un peuple guerrier. Le régime communiste n'a pas pu totalement détruire le sens de l'honneur chez les Albanais. »

• En 1939, votre père, le roi Zog, est chassé de son pays par les Italiens. Pendant la guerre, il trouve refuge à Londres. Comment les communistes ont-ils pu contrôler la résistance puis s'emparer du pouvoir ?

« C'est une affaire classique, la même que dans tous les pays où les communistes ont pris le pouvoir. A Londres, les gouvernements en exil, grec et yougoslave, faisaient pression pour que le gouvernement royal albanais ne soit pas reconnu. Les Anglais avaient besoin de créer des guérillas dans les pays occupés et ils ont aidé les communistes en leur fournissant de l'argent et des armes.

« Les nationalistes se sont alors rendu compte du danger et ont fondé un Front national de libération, avec les républicains et les communistes d'Enver Hodja. Mais quand ils se sont sentis assez forts, les communistes ont commencé à attaquer les nationalistes. Dans les villages, ils les attrapaient puis les exécutaient. C'est ainsi que beaucoup ont fui le pays pour former la diaspora albanaise dans le monde. Voilà comment les communistes ont pris le pouvoir. »

« Dans les années 1950, votre père a pourtant tenté de remonter sur le trône. »

« Après la guerre, comme mon père considérait que l'Angleterre n'avait pas agi comme un allié loyal, il a accepté l'invitation du roi Farouk à nous installer en Égypte. Il a immédiatement commencé à recruter, dans tous les camps de réfugiés, des troupes albanaises, avec l'aide des pays arabes. Lorsque les Américains et les Anglais ont tenté de renverser le régime en Albanie, ils se sont adressés à mon père. Manque de chance, l'officier qui assurait la liaison entre Washington et Londres était l'espion Kim Philby. C'est ainsi que l'affaire fut un échec... »

• En 1961, à la mort de votre père, vous êtes reconnu roi des Albanais par un parlement en exil. Que signifie ce titre pour vous ?

« Ce titre a été choisi en 1928, par l'Assemblée nationale, quand elle a proclamé la monarchie. Le titre qui a été alors donné à mon père était "Zog I", roi des Albanais. L'Assemblée nationale était consciente qu'il existait des Albanais en Grèce et surtout en Yougoslavie, au Kosovo, et qu'il fallait leur offrir une protection. Aussi, ce titre m'engage auprès de tous les Albanais du monde. »

• Vous aviez deux jours quand vous avez quitté Tirana, avec vos parents. Comment imaginez-vous votre patrie ?

« J'ai une très bonne idée de mon pays que je connais grâce aux photos, aux films et aux informations que l'on reçoit de l'intérieur. »

• Que pensez-vous de la Perestroïka et comment jugez-vous le rôle de Mikhaïl Gorbatchev ?

« Je suis sûr qu'il avait un plan préconçu. Les acteurs ont été mis en place dès l'époque d'Andropov. Rien n'arrive en Union soviétique sans la "troïka" : KGB, armée et parti. Aujourd'hui encore, dans les pays de l'Est qui se démocratisent, les ministères de la Défense et de l'Intérieur sont toujours dans la main des Soviétiques. En revanche, je suis moins sûr que Gorbatchev a obtenu le résultat qu'il attendait. Je crois que les Soviétiques ont été surpris par la réaction des nationalistes. Pour l'instant, j'observe cette situation avec beaucoup de prudence... »

• Le régime en place à Tirana ne semble pas affecté par les changements à l'Est ?

« C'est un régime très oppressif. Le pouvoir est aux mains d'une seule famille dirigée par la veuve d'Enver Hodja, un peu comme en Roumanie. Ce régime ne tient que par la peur. Cependant, il existe dans l'armée et dans la Sigurimi — la police politique — des éléments qui seraient prêts à changer rapidement. Mais le régime ne tombera que lorsqu'on pourra assurer aux forces qui appuieront la révolution, que leur vie et la vie de leur famille seront garanties contre un excès de violence. Il faut qu'on leur donne l'assurance qu'il n'y aura pas de représailles et c'est cela mon rôle. »

• Il n'y aurait donc pas d'« épuration sauvage » ?

« Vous connaissez le peuple albanais trop bien pour penser qu'il peut faire une telle révolution sans violence. On espère au moins la maintenir dans certains limites raisonnables... »

• Des nouvelles contradictoires ont fait état de mouvements revendicatifs et d'une répression en Albanie. Pourtant, après la mort d'Enver Hodja, on avait pu croire à une « ouverture » du régime. Que faut-il en penser ?

« Il y a eu une légère ouverture, artificielle, pour montrer qu'il y avait un changement. À part cela, non, il n'y a pas eu de vrai changement. Quant aux manifestations, c'est très nébuleux pour le moment. Comme vous le savez, je viens d'arriver en Europe et l'on ne m'a pas encore donné suffisamment d'éclaircissements sur les événements récents. Il faut se méfier des

provocations. Cependant, la garde d'élite a été placée en alerte autour du palais présidentiel à Tirana. Certaines frontières ont été fermées vers la Yougoslavie et la Grèce. Et, certainement, ce qui les inquiète le plus : il y a eu plusieurs désertions de militaires et de membres de la Sigurimi. »

• Comment voyez-vous l'Albanie de demain ?

« Je voudrais que l'Albanie devienne un pays de libre entreprise. Bien sûr, il faudra ménager une période de transition. La décollectivisation de l'économie sera une tâche immense. Le pays devra s'ouvrir à l'extérieur, car nous aurons besoin d'aide humanitaire et de nouvelles sources de revenus, comme le tourisme. Cependant il faudra faire attention de ne pas détruire la culture et l'intégrité du caractère albanais.

Parmi les exilés, beaucoup voudront revenir au pays natal ; cela sera une des grandes difficultés auxquelles une Albanie démocratique et libre aura à faire face... »

• Les exilés, Sire, vous reconnaissent-ils pour leur roi ?

« Naturellement, il y a des républicains. Mais je crois que la grande majorité se rend compte que je suis la seule alternative possible, pour le moment. Le jour viendra où j'organiserai un référendum qui décidera de la nature du régime : monarchie ou république. »

• Soixante-dix pour cent des Albanais sont musulmans. Ne craignez-vous pas que la liberté retrouvée s'accompagne d'une flambée d'intégrisme islamique ?

« Je ne crois pas. Les Albanais n'ont jamais été une nation fanatique. Comme vous le savez, ma mère est catholique, mon fils et moi sommes musulmans, ma femme est anglicane.

Et cela arrive souvent dans les familles albanaises. Actuellement, il n'y a pas de droit religieux en Albanie. Une des premières mesures sera de rouvrir les églises et les mosquées. »

• Dans l'Albanie communiste, vous êtes officiellement présenté comme le « diable », l'ennemi public numéro 1...

« Vous savez, quand un tel régime insulte quelqu'un, c'est qu'il a peur de lui. Les Albanais sont loin d'être un peuple idiot. Dans son dernier discours, avant de mourir, Enver Hodja m'a cité. Après avoir attaqué l'Union soviétique, puis l'Amérique et plusieurs autres pays, il m'a décrit comme "un contrebandier d'armes et de drogue, l'individu le plus dangereux contre le peuple socialiste d'Albanie". Pour moi, c'est plutôt un compliment ! »

• Sire, qu'attendez-vous de la France et des Français ?

« Eh bien, cessez de donner votre appui à ce régime ainsi qu'aux Serbes qui oppriment les Albanais au Kosovo. Tant qu'on ne respectera pas les nationalités, il n'y aura pas de paix dans la région des Balkans. Un pays comme l'Albanie, divisé par des frontières artificielles, ne peut pas continuer à supporter d'être ainsi divisé. »

• Une dernière question, en forme de souhait : pensez-vous fêter la nouvelle année 1991 à Tirana ?

« Cela dépendra du point où nous serons arrivés au cours de cette année. Peut-être, peut-être pas. Tout reste possible... » ■



ROIS ET MEDIAS

Evoquer la monarchie autrement que par le biais des fortunes, des problèmes sentimentaux monégasques ou des scandales chez les Windsor, semble pour les journalistes français une tâche bien difficile. Reléguée entre foot-ball et météo, l'idée royale ne dépasse que rarement le stade de l'anecdote et les rédacteurs ou présentateurs rivalisent à son égard d'une ironie teintée de compassion.

Aussi, lorsqu'à la faveur de bouleversements politiques en Europe Orientale, on redécouvre l'existence de princes, étrangers à toutes mondanités et n'ayant d'autre but que de servir ou d'incarner l'unité de leurs Etats si longtemps asservis, la reconversion pose quelques problèmes. Si la plupart des médias s'en tiennent au mutisme habituel, les événements font que parfois des brèches s'ouvrent et permettent, loin des penseurs professionnels, de découvrir que le public n'est nullement réfractaire à ce genre de sujet. Ainsi les deux émissions consacrées à la famille royale de Roumanie, quoique diffusées de façon presque clandestine, laissèrent si peu indifférent qu'*Antenne 2* dut les reprogrammer. L'amateur se doit donc d'être vigilant et d'intervenir le plus souvent possible.

La visite du roi Michel à Paris pour assister à un service reli-

gieux ne fut couverte que par *la 5* et quelques radios, mais *Canal +*, en clair, en profita pour recevoir le souverain et son épouse lors d'un entretien informel et sympathique. Le voyage des princesses à Bucarest eut les honneurs de quelques télévisions mais, outre *Point de Vue* au public ciblé, c'est le reportage signé dans *Paris-Match* par Frédéric Mitterrand qui fut le plus constructif. La rencontre du roi Michel et de son "cousin" d'Espagne eut peut-être des conséquences dynamisantes et ceux qui pensaient que le souverain roumain laissait passer une chance unique apprirent successivement qu'il en appelait à l'application de la Constitution libérale de 1923 et surtout qu'il comptait se rendre avec sa famille dans son pays afin d'y participer aux fêtes de Pâques. On sait hélas ce qu'il en advint, mais passé le premier mouvement de colère ou de honte, le refus des autorités de Bucarest eut un avantage certain. Alors que le gouvernement se déconsidérait un peu plus, la famille royale apparaissait de manière accrue comme une victime du sectarisme et donc comme l'incarnation d'une certaine démocratie.

Par ailleurs, l'indispensable Frédéric Mitterrand qui avait déjà consacré une émission au roi Leka d'Albanie et à sa

famille en mai 1989, s'entretint de nouveau, et de nuit hélas, avec le souverain. Le *Quotidien de Paris*, le *Figaro* et *Point de Vue* profitèrent du séjour parisien du roi pour obtenir ses impressions, alors que quelques sympathisants manifestaient dans la capitale.

Pendant deux heures, Siméon de Bulgarie, qui avait déjà eu droit à un passage sur *Canal +*, vint s'installer "*Du côté de chez Fred*" où l'on pu constater qu'il était doué d'une grande intelligence politique et que, comme le confirma l'*Express*, le pays ne l'avait nullement oublié.

Phénomène de mode ou réel intérêt, *Radio Monte Carlo* consacra, fin mars, une partie de ses magazines de 18 h 30 à ces exilés royaux que l'on avait sans doute eu tort, sous prétexte qu'ils étaient discrets, de tant négliger. Sauf Alexandre de Yougoslavie, mais avec Wladimir de Russie, ils se succédèrent tous évoquant leur situation et leurs espoirs, et se montrant, dans un français impeccable, plus comme des hommes d'avenir que comme des vestiges du passé.

Puissent les journalistes s'en convaincre suffisamment afin de jouer pleinement en ce domaine leur rôle naturel : informer.

Alain SAINT PAUL

Leur combat face

Le Lys Rouge commence ici, en contribution à notre travail de réflexion, la publication de l'étude de Jean Saint Ellier sur les "Politiques".

La suite de cette étude paraîtra dans les deux prochaines livraisons du Lys Rouge.

PREAMBULE

L'objet de notre étude est d'abord de rappeler l'importance des idées dans le comportement humain. Car souvent on explique l'Histoire en portant des jugements sur le caractère des personnages et l'issue d'un événement qu'il soit provoqué ou fortuit. A moins que l'on verse dans le déterminisme historique en croyant que cela n'aurait pas pu se dérouler autrement. Or, sans négliger bien sûr les défauts et les qualités de ceux qui ont fait l'Histoire et le facteur chance, ou encore des conditions obligées on ne voit pas bien souvent combien l'esprit de décision ou son absence et les forces qui ont groupé les hommes avaient pour origine des idéologies sans lesquelles l'Histoire aurait été autre.

Ainsi on comprend mal pour-

quoi Henri III et Henri IV réussirent à sauver la Monarchie si on néglige l'importance des idées des Politiques. En regard on accuse Louis XVI de n'avoir pas su contrôler la Révolution sans se rendre compte qu'il lui manqua surtout une doctrine royaliste lui apportant des soutiens et le guidant lui-même pour décider quelle attitude prendre face aux problèmes qui étaient posés. Car ceux qui pensent permettent à ceux qui agissent de savoir où ils vont et de guider leur décision.

L'histoire de l'Homme est surtout un combat d'idées dont l'attitude des personnages, les manifestations collectives, le sort même des conflits, jusqu'à l'économie et d'une façon générale les réussites et les échecs n'en sont la plupart du temps que l'expression.

En regard, l'événement peut aider à faire passer des idées ou au contraire à les contrarier. Mais sans elles l'événement ne débouche sur rien. Ce sont les idées, compte-tenu des réserves invoquées, qui ont fait l'Histoire de France depuis quatre siècles. Le progrès intellectuel n'étant pas, contrairement à une erreur commune, en correspondance avec la chronologie. De sorte que les philosophes vivant il y a deux millénaires peuvent penser plus juste que les théoriciens actuels.

En second lieu, nous voulons démontrer que la doctrine royaliste la plus authentique fut conçue par les Politiques au XVI^e siècle et en particulier Jean Bodin.

Or son oubli progressif correspond à la fragilité grandissante du pouvoir monarchiste ; cela même alors qu'il semblait le mieux établi. Mais des erreurs commises telles que la révocation de l'édit de Nantes sont dues à la perte de contact avec son enseignement. Cette absence permit aux idées des philosophes du XVIII^e siècle de se développer et facilita la Révolution Française. Puis l'échec de la Restauration ainsi que de la Monarchie de Juillet procèdent du même manque d'assise doctrinale. Cependant une première tentative de reconstitution de la doctrine royaliste fut entreprise par les néo-légitimistes appelés aussi sociaux-chrétiens. Néanmoins cette thèse intéressant surtout le domaine social n'aida pas le Comte de Chambord à retrouver le trône qui fut, pendant un temps très court, à sa portée. Aussi faudra-t-il attendre la fin du XIX^e siècle pour voir réapparaître avec l'Action Française une doctrine politique royaliste ou s'estimant telle.

Nous examinerons alors la cause de ces échecs. Et la comparaison entre la théorie de Jean Bodin et celle de Charles Maurras nous éclairera le sujet. Enfin, nous tenterons de porter un jugement d'ensemble et d'extraire les affirmations les plus justes capables de montrer que beaucoup de républicains sont des royalistes qui s'ignorent.

Mais commençons par indiquer dans quel climat et pour quelles raisons Jean Bodin entreprit d'écrire un traité en faveur de la cause monarchiste,

à quatre siècles d'Histoire

étant entendu que le mot de république n'est pas à ses yeux le contraire de monarchie mais une de ses formes.

LA RÉFORME POSE LE PROBLÈME DE LA MONARCHIE

Jusqu'à la Réforme, le Droit Monarchiste n'est pas mis en cause. Tout au plus s'agit-il de résoudre les rapports entre le roi et la papauté.

Ainsi Pierre Dubois, au temps de Philippe le Bel, et que l'on peut considérer comme le premier théoricien de la monarchie, proclame dans son traité sur la reconquête de la Terre Sainte *"la souveraine liberté du roi contre le théocratisme et la féodalité"*.

Mais avec l'apparition du protestantisme se pose pour la première fois la question du pluralisme des croyances et des opinions ce qui remet en cause le rôle du souverain puisque jusqu'à cette période celui-ci s'identifiait au seul christianisme.

Or, après le colloque de Poissy en 1561, se manifestent de la part des catholiques et des protestants intransigeance et intolérance. Aussi le roi est mis bientôt en demeure de choisir. Nous connaissons le massacre de la Saint-Barthélémy où Charles IX après avoir subi pendant une journée entière le siège de son entourage s'écria à bout de nerfs *"tuez les tous et qu'il n'en reste pas un pour me le reprocher"*.

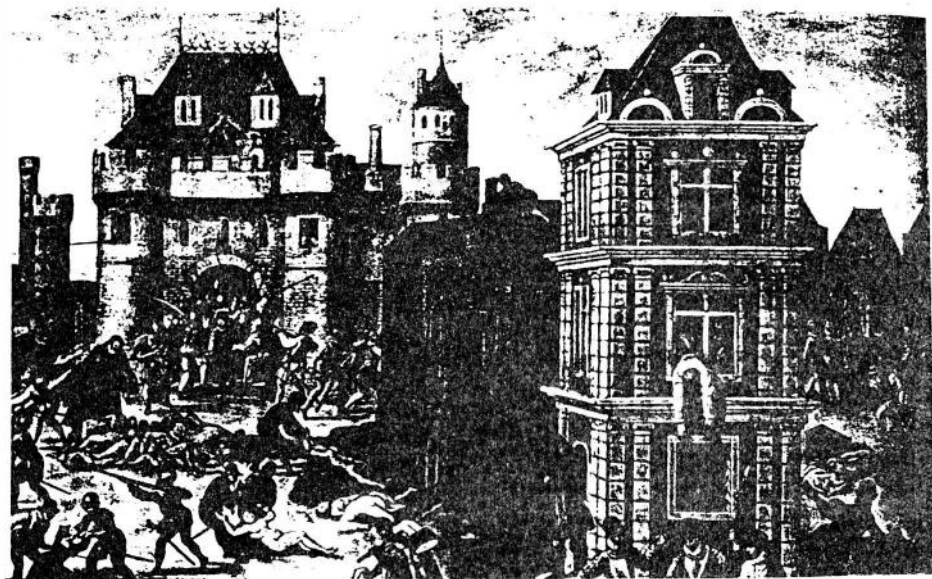
En fait, on s'interroge toujours sur les responsabilités. Il est certain que Catherine de Médi-

cis en fut l'instigatrice mais seulement pour éliminer une vingtaine de personnalités protestantes dont l'amiral de Coligny. Alors pourquoi ce massacre ?

Nous formulerons l'hypothèse suivante : le duc de Guise se trouvant présent au Conseil, destiné à circonvenir le roi sauta sur l'occasion offerte par la déclaration malencontreuse de Charles IX, alors qu'il n'était qu'un cri de désespoir, pour le prendre au mot. Aussi lança-t-il dans la même nuit ses hommes de main pour perpétrer la tuerie, le roi ne pouvant protester puisque cela correspondait avec ses propres paroles. Il en mourut dit-on de chagrin. Il est difficile d'éluder un autre aspect troublant : la correspondance entre le mariage de la soeur du roi avec Henri de Navarre et l'ordre d'exécution. En effet ce mariage aurait dû être l'occasion d'une trêve. Or c'est le contraire qui se produisit. Il est toujours

délicat de porter des accusations sans preuve. On ne peut néanmoins s'empêcher de supposer que la cérémonie n'aurait été qu'un guet-apens pour attirer des personnalités protestantes à Paris en vue de les faire disparaître tout en terrorisant Henri de Navarre afin qu'il se convertisse. A moins que Catherine de Médicis n'ait pris la décision à chaud à la suite des frictions qui s'étaient produites entre les deux communautés religieuses tant au Louvre que dans la capitale. Quant à l'explication politique du geste, donnée comme excuse selon laquelle les huguenots formaient un Etat dans l'Etat, elle ne ferait qu'accréditer la première hypothèse nonobstant le fait que c'était la féodalité encore présente qui répondait le mieux à cette définition et les réformés ne faisaient qu'évoluer dans ce contexte.

Quoiqu'il en soit l'horreur de



Le massacre de la Saint Barthélemy (Tableau de François Dubois - Musée de Lausanne)

la Saint-Barthélémy avait rompu le charme monarchique. Du côté des protestants se formait un courant appelé monarchomaque hostile au droit héréditaire ; du côté des catholiques, où les positions se durcissaient, on mettait en doute la légitimité du souverain s'il favorise les hérétiques, profane les sacrements, méprise les censures de l'Eglise et quelques années après... la majesté des Etats Généraux.

En somme, dans les deux camps on commençait à considérer que le roi ne pouvait être que l'expression de la volonté populaire, sous-entendu l'instrument de leur religion respective. Aussi se forma-t-il un tiers parti nommé les malcontents ou encore *les Politiques* qui s'assignèrent pour tâche de défendre le roi autant que la tolérance religieuse. C'est à ce parti qui plaçait l'unité nationale au-dessus des querelles religieuses que se range Henri III. Aussi accorda-t-il aux protestants la paix de Beaulieu qui leur assurait la liberté de culte, leur attribuait plusieurs places de sûreté et créait dans les Parlements des chambres mi-parties. Furieux de ces concessions, les catholiques formèrent la "*Sainte Ligue*" que le roi essaya de neutraliser en s'en déclarant le chef. Cependant sous l'influence des ligueurs les Etats Généraux de Blois forcèrent Henri III à reprendre la lutte contre les protestants. Une nouvelle trêve survint. Mais après la mort du duc d'Alençon, frère du roi, la couronne revenait à Henri de Navarre de religion protestante. Aussi la ligue pensa donner le

pouvoir au duc de Guise et il s'ensuivit une terrible insurrection où on criait "sus au roi" dans les rues de Paris. Ce fut la journée des barricades en 1588 et Henri III dut fuir la capitale. Il se trouve alors dans une situation désespérée d'autant plus que les Etats Généraux de Blois le déposèrent. Il prit alors la décision de faire exécuter le duc de Guise.

Beaucoup d'historiens, y compris Voltaire, qui pourtant



n'éprouvait aucune sympathie pour le catholicisme le lui ont reproché. Or, il s'agissait d'un geste politique lui permettant de couper les ponts avec la Ligue et de prouver sa détermination à rejoindre Henri de Navarre.

Ainsi cet acte avait une signification dynastique contre toute obédience religieuse car le béarnais, protestant ou pas, était l'héritier de la couronne. Pourtant ce choix était terrible et fut la véritable raison de son excom-

munication par le Pape et non la mort du cardinal de Lorraine qui servit de prétexte, ce faisant il arma le bras du moine Clément qui le poignarda. Un tel crime fut commis alors que l'armée forte de 30 000 hommes et composée pour moitié de catholiques et moitié de huguenots s'apprêtait à donner l'assaut à Paris. Pendant qu'un fanal insolent était accroché au haut de la tour de Notre-Dame, Navarre resta toute la nuit à veiller l'agonisant.

Les idées des Politiques avaient dicté sa conduite à Henri III qui avait pleinement conscience de risquer sa vie. Aussi quelles étaient ces idées qui lui permirent de dominer la situation en se comportant en chef d'Etat indépendant ?

JEAN BODIN

Les Politiques avaient pour chef le duc d'Alençon. Ils trouvèrent leur expression dans la Satire Ménippée des chanoines Pierre Leroy et Jacques Galot, les érudits Jean Passerot et Florent Chrétien, les magistrats Nicolas Rapin et Pierre Pithon, l'avocat Gilles Durant. Mais c'est surtout Jean Bodin qui devait fournir une base doctrinale.

Celui-ci est l'auteur de plusieurs ouvrages dont le plus connu est "les six livres de la République". Il fut député aux Etats Généraux de Blois. Aussi, troublé par les secousses qui affaiblissaient le royaume de France il estima qu'il était nécessaire de donner à la monarchie une base doctrinale

susceptible de consolider son autorité. Certes son oeuvre est émaillée de considérations médiévales et astrologiques issues du Moyen-Age mais à travers elle on peut discerner une unité de pensée où il veut d'une part prouver la supériorité de la monarchie héréditaire et d'autre part réconcilier dans un ordre nouveau les éléments qui s'affrontèrent dans des combats fratricides.

Mais tout d'abord, il développa la notion de souveraineté. S'il n'en est pas l'inventeur il en apporte néanmoins sa propre conception ; c'est-à-dire « l'autorité suprême en quoi réside le principe de la République ». Elle est aussi « le vrai fondement et le pivot sur lequel tourne l'état d'une cité ». En fait l'idée de souveraineté est l'épicentre de toute la philosophie politique de Bodin. Pour cela, il définit sa nature qui est la puissance de commandement, son caractère perpétuel et absolu.

Le roi en est l'incarnation mais en tant que personne publique et non pas privée. Il met donc en évidence la transcendance politique que seul le roi héréditaire peut réaliser.

Nous traduirons aujourd'hui ce tryptique en disant que l'Etat possède l'autorité, la continuité et l'indépendance. A partir de cela il fait l'éloge de la monarchie héréditaire qui répond au mieux à ces trois caractéristiques. Il analyse d'abord les trois régimes de la République qui sont à ses yeux les seuls possibles : la monarchie, l'aristocratie

et la démocratie. Mais ayant le sens de la relativité, il énumère les avantages et les inconvénients propres à chacun d'eux. Par exemple la monarchie peut tourner à la tyrannie d'un seul et la démocratie à la tyrannie du plus grand nombre. Cependant il conclut que la meilleure forme de la République reste la Monarchie à condition qu'elle soit héréditaire. Ce qu'il appelle la Monarchie Royale. Il y apporte l'expérience de l'His-



toire en indiquant que ce régime sert le mieux l'intérêt national.

Enfin c'est grâce à elle que la justice se trouve le mieux respectée à cause de son indépendance vis-à-vis des différentes forces confessionnelles, économiques et sociales qui composent la République.

De cette façon il répond aux monarchomaques protestants pour qui le roi ne pouvait recevoir son investiture que du peu-

ple. Mais il répond aussi aux ligueurs catholiques qui voulaient imposer leur maîtrise sur les rois de France en faisant intervenir le problème de l'unité dans la diversité. S'est-il inspiré du problème de l'Un et du Multiple ? En tout cas sa thèse en est la transposition dans l'ordre politique.

Aussi rappelons d'abord les principes philosophiques de l'Un et du Multiple. Ils sont liés au principe d'identité tel que l'a défini Aristote dans sa théorie de « l'Acte et de la Puissance » ; le mot Acte étant interprété dans le sens d'actualité, et la Puissance, celui de puissance de changement. Ceci lui permet de résoudre la contradiction apparente que si l'on reste identique on ne peut changer et si l'on change on perd son identité.

De même dans le rapport de l'Un et du Multiple car le changement est un cas particulier de la multiplicité : celle-ci se déroulant successivement dans le temps mais se trouvant aussi dans le présent, elle ne peut être en acte ce qu'elle était en puissance. Par exemple une pomme n'a pu devenir que pomme même si dans un boisseau il se trouve de nombreuses pommes qui ne se ressemblent pas exactement.

Aussi il n'existe pas de contradiction entre l'identité qui est une et le changement qui est aussi multiple. A partir de là et de la même façon on distingue l'essence qui maintient l'unité de l'être et l'existence qui actualise la pluralité.

Après cette digression d'ordre

métaphysique à laquelle Bodin n'a fait aucune allusion mais utile pour indiquer ses sources philosophiques, voyons maintenant comment il résout le problème sur le plan politique car il s'agit de prouver qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre la République une et indivisible (l'expression est de lui) et la pluralité des religions et des personnes. Pour cela il voit dans la souveraineté l'essence de la République garante de son unité et administrant par son autorité la pluralité des situations et des individus. Ainsi la République par son identité est-elle l'unité d'une pluralité donc un système

de relations.

En son ordre il n'existe pas de scission ou de rupture entre l'Un et le Multiple ; il y a au contraire une union substantielle que traduit la reconnaissance mutuelle du citoyen par le souverain et du souverain par les sujets. La souveraineté subsumant en son unité indivisible la pluralité qu'elle organise et hiérarchise. Sur le plan pratique, il distingue le Bien-Etre qui revient à l'individu dans ses biens, sa famille et pour lui-même et l'Etat à qui il accorde le souci de la survie de tous, de l'Etre. Aussi Bodin avait-il découvert la distinction entre l'Etat et la société.

Encore que le bien de la République et le bien particulier vont de concert, pour cela il fait intervenir la morale qui est inséparable de la religion. Mais toutes les religions sont aptes à soutenir la moralité. Aucune République, fut-elle la meilleure de toutes, n'a donc pas à défendre une religion plutôt qu'une autre mais le primat de la religion *"ne doit pas être méprisé ou révoqué car de ce point là dépend la ruine de la République."*

En cela tout en s'affirmant catholique le "politique" se montre avant tout soucieux de l'ordre public. L'Etat en a la responsabilité et le monarque qui en est le chef doit être absolu parce que le pouvoir politique ne peut avoir plusieurs têtes. Toutefois comme l'indique Simone Goyard-Fabre dans son ouvrage *"Jean Bodin et le droit de la république"* il n'est pas

comme il en a été accusé, le théoricien de l'absolutisme. Car l'absolutisme suppose l'individualisme lequel reconnaît tous les pouvoirs à l'individu tandis que les autres qui composent le corps politique sont dépouillés de leurs droits naturels.

Ceci n'est pas le cas puisque pour Bodin tout est basé sur la notion de famille. Donc, le roi est un chef de famille qui se doit de respecter les droits des autres familles ; *"la vraie source et origine de toute république est la famille et membre principale d'icelle"*.

Aussi Jean Bodin est plutôt l'inventeur de la puissance publique. Qui plus est, le pouvoir du roi est limité par le droit naturel, les lois fondamentales du royaume et la propriété. Le roi ne peut donc pas dicter des lois contradictoires à la morale, aller à l'encontre de ce que l'on appelle aujourd'hui la Constitution et lever des impôts sans le consentement des intéressés par le truchement des Etats Généraux des provinces. Sans aller jusqu'aux droits de l'homme auxquels nuls ne songe, il fait de la propriété privée un droit individuel naturel.

Le roi doit en particulier se soumettre à Dieu. Bodin garde donc un concept religieux de l'Etat mais en englobant à la fois les catholiques et les protestants. En fait c'est un apologiste de l'harmonie entre le roi et ses sujets, les magistrats et les citoyens, les riches et les pauvres, les catholiques et les huguenots. Il est donc partisan d'un moralisme politique et criti-



Portrait anonyme italien d'Henri IV. Inspirée d'un portrait de François II Bunel, cette gravure d'allure caricaturale est vraisemblablement très ressemblante. Musée national du château de Pau.

que, à demi-mots, les préceptes machiavéliens.

Cependant il n'a pas trop insisté sur le problème de la tolérance sans doute par prudence. Mais "la libre-pensée" exprimée par les deux derniers ouvrages de sa vie, comme l'indique Simone Goyard-Fabre, à l'heure où il ne redoutait plus les orages que provoque le heurt des factions, livre les fondements de sa philosophie politique. Ils sont porteur de son testament de la "*droite politique de justice et de liberté de pensée*".

Jean Bodin a donc donné une importance particulière à l'Etat et indiqué que l'unité nationale ne va pas à l'encontre de sa diversité. La monarchie royale étant le meilleur garant de l'un et de l'autre. Enfin il a su rédiger une doctrine politique qui se distinguait comme une troisième force d'idées se démarquant des camps idéologiques en présence. Il avait surtout compris que l'accord ne pouvant pas être obtenu sur le plan religieux il fallait le réussir sur le plan politique.

C'est sans doute grâce à lui que Henri III, comme l'indique Gaxotte, plaça au dessus de tout le droit monarchique, l'indépendance de l'Etat et l'unité nationale.

Nous reparlerons des idées de Jean Bodin quand nous les comparerons à celles de Charles Maurras, puis, en nous demandant en quoi il peut être utilisé aujourd'hui en faveur de la cause monarchiste.

L'ÉDIT DE NANTES ET SA RÉVOCATION

Jusqu'à la mort d'Henri III, le problème était simple pour les Politiques puisque le roi était catholique et qu'il suffisait de lui demander le respect et la protection de la minorité confessionnelle.

Mais à partir du moment où se profile l'image d'un roi de France protestant en la personne d'Henri de Navarre, cela devenait pour leur doctrine la minute de vérité.

Déjà Henri III avait tranché en demandant sur son lit de mort aux officiers de sa garde, eux-mêmes tous catholiques, de se rallier au futur Henri IV, puis, il avait recommandé à ce dernier de se convertir.

Ainsi il traçait la voie : le roi devait d'abord s'imposer par les armes afin de ne pas tenir son trône des ligueurs car il était

déjà roi de France en droit. Ceci lui permettait d'affirmer l'indépendance de l'Etat, puis, une fois cet objectif atteint, il se conformerait à la religion de la majorité de ses sujets.

Les royalistes en général ont tiré de l'abjuration d'Henri IV la règle de catholicité. Or cette interprétation est très discutable car elle voudrait dire que l'Eglise fait le roi. Cette règle est d'autant plus inadmissible qu'elle est contraire à toutes les règles dynastiques, y compris au Moyen-Age.

En outre les Etats généraux de Blois de 1588 qui proclamaient cette règle ne disposaient d'aucune autorité en la matière. D'ailleurs à partir XII^e siècle la qualité de sacrement ne fut plus reconnue au Sacre.

Tout au plus peut-on affirmer que le roi de France ne peut être décemment que catholique, eu égard à la tradition et



**Le sacre d'Henri IV à
Chartres en 1594**

(Dessin à la plume de
Désmaretz).

compte-tenu de la religion majoritaire en France.

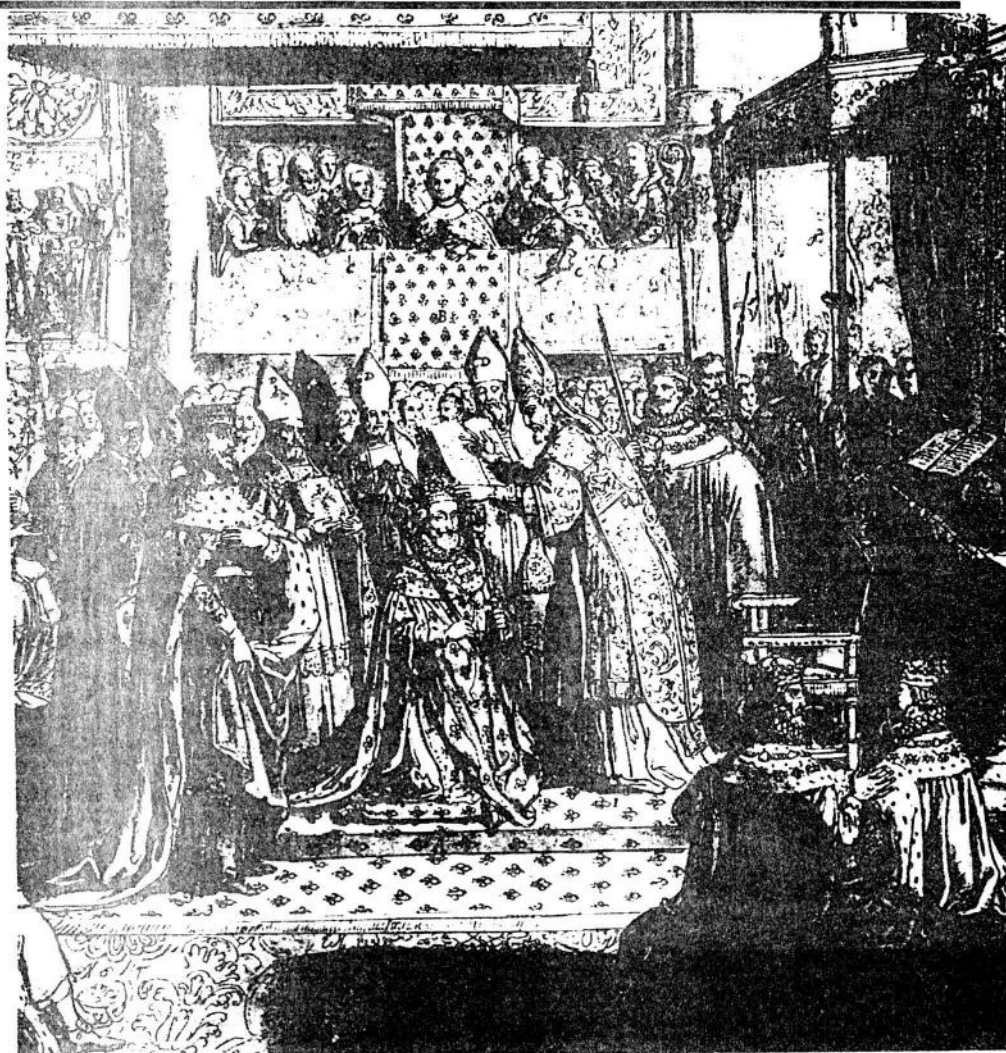
En cas de restauration de la Monarchie, l'ensemble des Français, quelle que soit leur croyance, l'accepteraient sans doute facilement mais uniquement en tant qu'attitude symbolique et sans que ce soit une condition sine qua non pour en faire le chef de l'Etat légitime.

En fait tout se déroula pour Henri IV comme il l'avait escompté. Il battit les bandes de Mayenne à Arques et Ivry avec son excellente armée protestante qui avait déjà défait Joyeuse à Coutras, au temps d'Henri III et cette fois-ci renforcée de catholiques.

Puis, il assiégea Paris dont la défense était en partie tenue par une garnison d'Espagnols. Cependant la paix revint après que promesse fut faite de se convertir au catholicisme. Dans une certaine mesure ne fut-il pas influencé par les Politiques en plaçant son rôle de roi avant sa foi calviniste.

Quand à Bodin lui-même, après la mort d'Henri III, il se trouva confronté à un cas de conscience en tant que catholique ; aussi commença-t-il par faire cause commune avec la Ligue mais il rejoignit très vite Henri IV, mettant ainsi en application ses idées jusqu'à leur conclusions ultimes. Cependant Henri IV promulgua l'Edit de Nantes en 1598 dont les articles, selon Jacques Bainville, furent *"débattus comme avec des belligérants"*.

Il accordait la liberté totale du



culte aux protestants avec le droit de construire de nouveaux temples (sauf à Paris), l'égalité civile avec accès à tous les emplois civils ainsi que des places-fortes dont La Rochelle, Saumur, Montauban et Montpellier. Cependant cet édit provoqua de nombreuses réticences et le Parlement de Paris tergiversa deux ans avant de l'enregistrer.

Quoiqu'il en soit, les Politiques avaient réussi leur double but de sauver la Monarchie royale et de rétablir la paix religieuse.

Mais tout devait peu à peu être remis en cause car de nombreux catholiques, nommés le parti dévot, n'avaient jamais reconnu Henri IV qui fut assassiné par Ravaillac en 1610.

Louis XIII et Richelieu restèrent encore imprégnés de l'enseignement de Jean Bodin.

Aussi, par l'Edit d'Alès de 1629 ils supprimèrent les places-fortes qui formaient "un Etat dans l'Etat" ; mais la liberté de culte et l'égalité civile furent de nouveau garanties.

Mais peu à peu Bodin fut davantage retenu en tant qu'apologiste de la monarchie absolue que comme le défenseur de la liberté de conscience, ce genre d'interprétation tenant au fait que l'auteur se garda d'insister sur ce sujet sauf à l'endroit de ses derniers travaux qui furent occultés. Sans doute aussi les arguments d'ordre métaphysiques étaient devenus illisibles après que Descartes ait brisé la scolastique qui s'était sclérosée. Nous n'entrerons pas dans la polémique consistant à savoir si Descartes a bien séparé l'Intelligence de l'Objet où si l'idéalisme qui a suivi eut simplement pour cause une mauvaise compréhens-

sion de sa pensée pour ceux qui s'en sont inspirés comme Kant, Fichte, Hegel ainsi que les philosophes du XVIII^e siècle. Car le *cogito ergo sum* fut sans doute seulement pour Descartes un "Discours de la méthode" où il rétablit ensuite en un second temps le contact entre l'Idée et la Réalité. Quoiqu'il en soit l'influence de Descartes déclencha à la fois une vague de subjectivisme pour ceux qui l'interprétèrent comme l'autonomie absolue de l'intelligence et un rationalisme qui élimina tout ce qui semblait être un rapport contradictoire. En tout cas ce délabrement en effaçant la référence intellectuelle à Bodin desservait la tolérance.

Ainsi nous arrivons à une période dramatique de notre Histoire qui fut lourde de conséquence et Jacques Bainville a qualifié la révocation de l'Edit de Nantes d'être "la faute du règne."

On cherche à expliquer la décision de Louis XIV dans l'optique d'un geste politique considérant que la pluralité des croyances était un danger pour l'unité nationale. C'était superbement ignorer la théorie de Jean Bodin de l'unité dans la pluralité. Qui plus est, le roi ne pouvait pas éprouver de ressentiments personnels contre les huguenots qui lui étaient restés fidèles pendant la Fronde. Aussi aggraver une partie de ses sujets sans aucune raison politique et en pleine paix civile était-il criminel.

Selon l'historien François Lebrun, dans son ouvrage sur le

XVII^e siècle, le roi fut trompé par son entourage qui lui fit croire que la grande majorité des protestants s'était convertie. En conséquence, l'Edit de Nantes n'avait politiquement plus aucune raison d'être. Aussi parlons net en rappelant l'adage "qui fecit qui prodest". La responsabilité n'incombe certainement pas au roi pour qui c'était une cause de complications et dut envoyer 20 000 hommes de troupe dans le midi mais plutôt au pouvoir catholique de l'époque. On pense que Louvois, le confesseur du roi, le Père Lachaise et dans une moindre mesure Madame de Maintenon s'employèrent à influencer le souverain.

De toute façon à cause de l'Edit de Fontainebleau de 1685 on se trouvait en présence d'un recul à la fois politique et moral par rapport à la doctrine des Politiques, en regard de toute l'oeuvre de paix civile accomplie par Henri III et Henri IV... et pour laquelle ils étaient morts.

En outre Louis XIV céda à une poussée démocratique car il associa par ce geste comme l'avait dénoncé Jean Bodin les deux aspects négatifs propres à chaque régime, à savoir la tyrannie d'un seul pour la monarchie et la tyrannie ochlocratique du plus grand nombre pour la démocratie. Car, n'en doutons pas, s'il avait existé à cette époque un parlement élu, il aurait tout autant voté l'interdiction du culte pour les protestants. La preuve en est que déjà les Etats Généraux de Blois au temps d'Henri III l'avaient décidé et si les huguenots béné-

ficièrent d'un siècle de répit c'est grâce aux rois de France qui s'y opposèrent.

On peut donc maintenir l'affirmation que c'est l'indépendance de l'Etat garantie par la monarchie héréditaire qui peut encore le mieux protéger les minorités qu'elles soient confessionnelles ou culturelles.

Il n'en reste pas moins que la révocation de l'Edit de Nantes est une cause lointaine de la Révolution Française. Certes il est répondu que l'intolérance régnant partout en Europe on ne voit pas pourquoi les droits de l'homme seraient davantage apparus en France. Or cette analyse est erronée car la France présentait un cas particulier. En effet en Italie et en Espagne le problème ne se posait pas faute de communauté protestante tandis qu'en Allemagne, divisée en plusieurs Etats, le "cujus regio, cujus religio" permettait des transferts de population d'un pays catholique à un pays protestant et vice versa. En France les protestants représentaient 10 % de la population ; or, comme il n'existait pas de "soupape de sécurité" d'un lieu à un autre, vouloir anihiler une proportion aussi importante de la population ne pouvait que tourner au drame national. Mais, cela produisit aussi une crise religieuse car la tolérance qui avait été défendue au XVI^e siècle par des catholiques allait devenir deux siècles plus tard l'affaire des ennemis de l'Eglise.

Jean SAINT ELLIER

(à suivre)

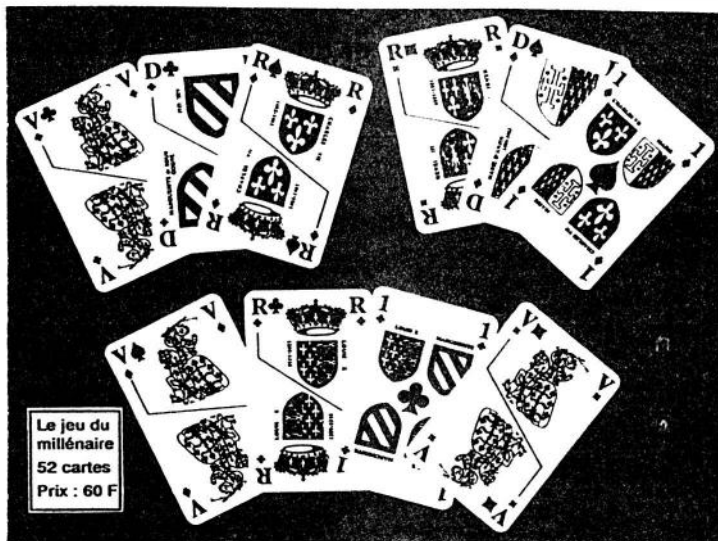
La «boutique» du Lys Rouge

Transformez votre maison en tripot royaliste !



- Cartes à jouer (52 cartes) superbement décoré des blasons des Rois et Reines de France (prix franco 68 F).
- Tassevin-cendrier en métal argenté (diamètre 8 cm) (prix franco 123 F).
- Décapsuleur ouvre-bouteille (prix franco 87 F).

Commandes accompagnées de leur règlement à l'ordre de "Royaliste", 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris.



Lys Rouge

Revue trimestrielle



BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM/Prénom :

Adresse :

S'abonne au «Lys Rouge» à partir du n°

☐ normal un an (4 numéros) 60 F

☐ soutien un an (4 numéros) 90 F

☐ deux ans (8 numéros) 100 F

☐ Tarif étranger un an (4 numéros) 90 F

→ (plus surtaxe aérienne éventuelle) : 22 F)

Commande des numéros du «Lys Rouge» (voir ci-contre la liste des numéros disponibles)

Numéros commandés :

Montant total : F

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18.104.06.N Paris

Liste des numéros encore disponibles

● Numéro 4 - Mai 1979 (poly. 50 p.): «Enquête sur le logement» - «Etude sur l'enseignement» - «Vers une nouvelle politique industrielle?».

Prix franco 10 F

● Numéro 5 - Septembre 1979 (poly. 31 p.): «L'aménagement industriel, agricole et touristique du territoire» - «Dossier énergie: Les sources possibles - Pourquoi le nucléaire?» - «Projet pour une réforme des études médicales».

Prix franco 8 F

● Numéro 6 - Décembre 1979 (poly. 36 p.): «La Francophonie» - «Le système monétaire européen» - «La France est un royaume» (Luc de Goustine).

Prix franco 8 F

● Numéro 8 - Février 1981 (brochure 35 p.): «Rapport sur la Sécurité sociale» - «Enquête sur le logement (suite)».

Prix franco 8 F

● Numéro 15 - Janvier 1983 (brochure 34 p.): «Lettre sur l'avenir du royalisme» - «Débat sur la politique économique socialiste» - «Dossier historique sur le royalisme à Lyon dans les années 1830».

Prix franco 12 F

● Numéro 22 - Février 1985 (revue 24 p.): «Trois projets concrets pour développer la N.A.R. (édition, audiovisuel, radio-répondeur)» - «Chassez la République de votre tête» - «Réflexions sur le remariage du comte de Clermont» - «La messe Louis XVI à Paris vue par Libération» - «Qui était Jacques Renouvin?» - «Débats et polémiques».

Prix franco 13 F

● Numéro 23 - Avril 1985 (revue 28 p.): «La France de l'ouverture, débat sur la France et ses immigrants» - «Quelle tradition? (suite) le mariage du Prince» - «Document: «Socialisme monarchique», un texte de Jean-Marc Bourquin en 1947» - «Jeanne de France» - «Débats et polémiques».

Prix franco 13 F

● Numéro 25 - 30 Avril 1985 (journal 8 p.): «Quand Mitterrand imite Montand» - «Saigon: 10ème anniversaire» - «Reagan en RFA» - «L'Afghanistan dans la presse occidentale» - «Patrons et journalistes».

Prix franco 6 F

● Numéro 27 - Août 1985 (revue 34 p.): «Engagez-vous! Faites de la politique!» - «Les royalistes et l'Eglise: l'Action Française en Gironde de 1919 à 1939» - «Une mauvaise biographie de Louis XVI» - «Sur le bagne de Nouvelle Calédonie» - «Les dangers de la pollution automobile».

Prix franco 13 F

● Numéro 32 - Novembre 1986 (revue 36 p.): «Serments, déontologie, police, journalistes, à propos du code de la nationalité» - «Où est passée la gauche gaulliste?» - «Dossier sur la Nouvelle Droite» - «Un royaliste méconnu: Jean Mondétour, alias Olivier Perrin» - «Débat sur la Franc-Maçonnerie» - «Polémique entre «Place Royale» et «Lys rouge» - «L'abbé de Nantes juge Gérard Leclerc» - «Sur Philippe Ariès» - «Document: entretien avec le comte de Paris paru dans l'Express en 1953».

Prix franco 20 F

● Numéro 35 - Août 1987 (revue 32 p.): «Le nouveau service minitel de la NAR» - «Louis XVII au Panthéon» - «Royalisme et traditionalisme» - «Comte de Paris ou Duc d'Anjou?» - «Le roi de Tonga, un ami de la France» - «Les chances du roi d'Afghanistan» - «Le dernier empereur de Chine» - «Jacques Renouvin».

Prix franco 20 F

● Numéro 37 - Février 1988 (revue 56 p.): «Inquiétude sur une enquête sur le royalisme» - «Documents pour préparer le congrès de la N.A.R. (Protection sociale, Europe)» - «Questions/réponses sur minitel» - «La mort du roi du Laos» - «Revue de presse des Princes et des monarchies» - «Hommage à Amédée d'Yvignac» - «Auguste Comte et le royalisme».

Prix franco 25 F

● Numéro 38 - Mai 1988 (revue 38 p.): «Faillite de la politique» - «Un étrange Burke» - «Sans-culottes et Nazis» - «Gustave Thibon: paroles écrites» - «Les Daudet» - «Revue de presse: Le roi d'Afghanistan - De Gaulle et le comte de Paris» - «La NAR inventorie ses archives: la presse royaliste de 1971 à 1988» - Une nouvelle de Marc Desaubliaux: «Le Messenger» (1ère partie).

Prix franco 25 F

● Numéro 39 - Décembre 1988 (revue 32 p.): «Révolutionner la Commémoration» - «Revue de presse: le procès du Comte de Clermont contre le duc de Cadix» - «Pitié pour Scorsese» - «Polémique sur Gustave Thibon» - «Histoire du royalisme: le congrès de 1947» - «Document: le bulletin des Comités monarchistes de juin à août 1947» - Suite et fin de la nouvelle «Le Messenger».

Prix franco 25 F

● Numéro 40 - 1er Trim. 1990 (revue 36 p.): «Sommeil puis renaissance du Lys Rouge» - «Qu'est-ce que le «New Age»?» - «Pays de l'Est: une Europe des rois en devenir?» - «Petite histoire de la dynastie roumaine» - «Revue de presse: Michel de Roumanie» - «Burke et les monarchiens» - «Chronique du fou».

Prix franco 25 F

☞ *Comme vous pouvez le constater, de nombreux numéros du «Lys Rouge» sont épuisés. Signe du succès de notre entreprise! Signe aussi de la difficulté d'ajuster les tirages aux besoins. Nous ne saurions trop vous recommander de vous abonner (en réalisant une économie de 50%!). Ainsi nous ne manquons aucun client, et vous ne manquerez aucun numéro...*

SOMMAIRE

EDITORIAL :

- Dormez-vous ?..... p.3
- ENQUETE : L'Albanie sera-t-elle un royaume ? p.4
- Histoire et espoirs du "Pays des Aigles"..... p.5
- Entretien avec Skender Zogu : La résistance albanaise p.9
- Albanie : documents..... p.10
- Albanie : revue de presse p.11
- Rois et médias p.25

INSTITUTIONS :

- Les politiques : leur combat face à quatre siècles d'histoire p.26

LA CHRONIQUE DU FOU :

- Marketing politique..... p.36

LE LYS ROUGE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Rédacteur en chef :

Patrick LOUIS

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimé par nos soins

La Chronique du Fou

Aujourd'hui, le Fou du Roi vous parle du marketing politique et de son maître qui n'est pas Séguéla.

Enfin. Enfin, les partis politiques et les bonnes consciences ont trouvé leur repoussoir. Un repoussoir qui fait bien dans les salons, les yeux rivés sur le plateau de petits fours, comme dans les bistrots, négligemment accoudé au bar.

Ce repoussoir, c'est un nouveau consensus politique en France. Si Jean-Marie Le Pen n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Il est arrivé.

Et au moins, lui, il a lu le marketing en dix leçons. Il a bien retenu sa leçon : « *Une promesse à la fois ; et avec des mots simples, s.v.p.* » En prime, il connaît notre âme courageuse, celle qui nous fait crier : « *C'est pas moi, c'est l'autre* ». La preuve : le chômage, c'est l'autre ; l'inflation, c'est l'autre ; l'insécurité, c'est l'autre ; etc. En plus, il a la solution : supprimer l'autre. Il en a même fait un programme.

C'est bête, c'est simple. Mais, c'est efficace. En tout cas, maintenant, il a un territoire de communication. Et toute personne qui utilise « *un vague soupçon d'une de ses idées* » ne fait que le renforcer. Quand on dit que Le Pen pose de bonnes questions mais y apporte de mauvaises réponses, on se met le doigt dans le ... bien profond.

Le Pen, les questions connaît pas, rien que des affirmations. Le B.A.Ba du marketing.

Et puis, ça fait tellement plaisir à nos vieilles dames bien pensantes. A celles qui sont si heureuses qu'on dise tout haut ce qu'elles pensent tout bas. Un soupçon de pornographie pour chaisières édentées, l'étalage de leur intimité défraîchie. Pour elles, Le Pen est un réalisateur de fantasmes. Ça doit leur faire des choses. Surtout le soir, quand elles crient, ou murmurent d'une voix rauque : « *Le Pen, viiite !* » Orgasme bon marché. Ça ne laisse pas de traces, ça élimine les races. Deux coups pour le prix d'un. Occasion à saisir.

On peut snober. Mais on a l'air con dans les salons ou les bistrots cités plus haut. Quoi que ? Etre pris pour un con par des cons, c'est toujours un petit plaisir. On peut applaudir l'as du marketing. Mais dans ce cas, on risque de perdre quelques amis, surtout ceux qui ressemblent un peu trop aux boucs émissaires. Gênant.

Mais alors, mais alors, que faire ? Rester dans l'expectative ? Ne vivre qu'entre nous, les derniers civilisés, en excluant les autres, pas les mêmes autres, les autres autres, ceux armés d'un F.N. flambant neuf ?

Et si on disait simplement du mal d'eux, c'est à dire la vérité ? Ce ne serait pas plus mal, non ?

J.M. "Fou du Roi"
GINGEMBRE